



*« La place de l'Education pour Tous dans l'espace médiatique burundais » : Cas de l'Agence Burundaise de presse(ABP), la Radiotélévision Nationale du Burundi(RTNB), le Journal Iwacu et la radio Isanganiro*

Etude commanditée par la **Coalition EPT BAFASHEBIGE, ASBL**

**« Un Burundi où le système éducatif est fondé sur l'équité, la qualité et la bonne gouvernance**

Bujumbura, août 2019

**Liste de quelques abréviations ou leurs significations**

ABP : Agence Burundaise de Presse

RTNB : Radiotélévision nationale du Burundi

CDE : Convention Relative aux Droits de l'Enfant

ANCEFA : Réseau Africain pour l'Education Pour Tous

CNC : Conseil National de la Communication

LDGL : Ligue des Droits de la Personne Humaine dans la région des Grands Lacs

DUDH : Déclaration Universelle des Droits de l'Homme

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

UNCICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

EPT: Education pour Tous

UNESCO: United Nations for Science and Culture Organization

FNUAP : Fonds des Nations pour la population

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1 : Répartition globale de la population d'enquête .....	25
Tableau no 2 : Répartition de notre population d' enquête.....	26
Tableau N°3 : Analyse thématique des journaux parlés .....	29
Tableau no 4: Analyse thématique des journaux imprimés et électroniques .....	30
Tableau n° 5 : Tableau synoptique des thèmes, sous-thèmes et indicateurs .....	33
Tableau n°6 : Présentation des indicateurs et leurs fréquences au niveau du sous- thème 1	36
Tableau n°7 : Présentation des indicateurs et leurs fréquences au niveau du sous- thème N° 2.....	37
Tableau n°8 : Présentation des indicateurs et leurs fréquences au niveau du sous- thème n°3 .....	38
Tableau n°9 : Présentation des indicateurs et leurs fréquences au niveau du sous- thème no 4.....	40
Tableau n°10 : Présentation des indicateurs et leurs fréquences au niveau du sous – thème no 1.....	41
Tableau n°11 : Présentation des indicateurs et leurs fréquences au niveau du sous- thème n°2 .....	42
Tableau n°12 : Présentation des indicateurs et leurs fréquences au niveau du sous- thème no 3.....	43
Tableau 13 : Présentation des indicateurs et leurs fréquences au niveau du sous- thème no 4.....	45
Tableau n° 14 : Présentation des indicateurs et leurs fréquences au niveau du sous- thème 1 .....	46
Tableau n°15 : Présentation des indicateurs et leurs fréquences .....	48

## TABLE DES MATIERES

<b>LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS</b> .....	i
<b>LISTE DES TABLEAUX</b> .....	ii
<b>TABLE DES MATIERES</b> .....	iii
<b>0. BREVE PRESENTATION DE LA COALITION BAFASHEBIGE « EDUCATION POUR TOUS »...</b>	1
<b>1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE</b> .....	2
2. DELIMITATION DU SUJET.....	5
3. PROBLEMATIQUE .....	6
4. HYPOTHESES DE TRAVAIL.....	9
5. OBJECTIFS DE NOTRE RECHERCHE .....	9
5. 1.Objectif général.....	9
5.2. Objectifs spécifiques ou opérationnels.....	9
6. Résultats attendus.....	10
7. DIFFICULTES RENCONTREES.....	10
8.ARTICULATION DE L' ETUDE.....	11
<b>PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE</b> .....	12
<b>CHAP. I.: CADRE THEORIQUE</b> .....	12
1. Définition des concepts clés.....	12
<a href="#">1.1</a> .Concept de « l'Education » .....	12
1.2 .Concept de l'enseignement.....	13
1.3. .Le concept de l'Education pour Tous.....	13
1.4. Le concept de " Médias » .....	13
<b>2. LES MEDIAS ET LA SOCIETE</b> .....	14
2.1. Fonction sociale, politique et culturelle des médias.....	14
2.1.1 Sur le plan social.....	14

2.1.2 Sur le plan politique. ....	15
2.1.3 Sur le plan culturel .....	16
3. Quelques facteurs influençant la construction de l'agenda des médias « agenda building » .....	16
3.1. L'influence personnelle des professionnels des médias .....	16
3.2 .Les conditions de travail et le mode de fonctionnement des médias .....	17
3.3 .Le manque de professionnalisme .....	18
3.4. Les contraintes financières.....	19
3.5. L'influence des sélectionneurs des informations.....	21
<b>CHAP II: CADRE METHODOLOGIQUE .....</b>	<b>23</b>
1 et 2. La recherche documentaire, L' Enquête à l'aide d'un questionnaire écrit pour les journalistes .....	23
3. L'entrevue semi- dirigée.....	23
4. Population d'enquête.....	24
5.Echantillonnage .....	25
<b>IIème PARTIE : PRESENTATION, ANALYSE ET INTERPRETATION DES RESULTATS .....</b>	<b>28</b>
Introduction.....	28
<b>CHAP1. LA PLACE DE « LA THEMATIQUE DE L'EDUCATION DANS LES PRODUCTIONS MEDIATIQUES BURUNDAISES » .....</b>	<b>29</b>
<b>CHAP 2. TRAITEMENT DE LA THEMATIQUE DE L'EDUCATION POUR TOUS DANS LES MEDIAS .....</b>	<b>35</b>
2.1.Position des journalistes par rapport aux sujets relatifs à l'éducation pour tous .....	35
2.2. Niveau du traitement de la thématique « Education pour tous dans les médias .....	37
2.3. Nécessité pour les journalistes de traiter en priorité les sujets relatifs à l'éducation pour tous .....	38
2.4 Difficultés rencontrées par les journalistes dans le traitement des sujets relatifs à l'éducation pour tous .....	40

<b>CHAP 3. DEFICIT DE SENSIBILISATION DES PROFESSIONNELS DES MEADIAS SUR LE CONCEPT DE L'ÉDUCATION POUR TOUS.....</b>	<b>41</b>
3.1. Faible participation des professionnels des médias aux séances d'information-Sensibilisation sur l'éducation pour tous.....	41
3.2. Intérêt des journalistes à participer aux séances aux de sensibilisation sur l'éducation pour tous.....	42
3.3.La méconnaissance des textes qui garantissent le droit à l'éducation pour tous .....	43
3.4. L'intérêt de l'éducation pour tous par rapport à d'autres thématiques .....	45
<b>CHAP 4. LAPROBLEMATIQUE LIEE A L'ACCES AUX SOURCES D'INFORMATION AUTORISEES .....</b>	<b>46</b>
4.1. La problématique liée aux interlocuteurs pour les sujets relatifs à l'éducation tour tous .....	46
4.2. Relations professionnelles entre professionnels des médias-Acteurs engagés dans le domaine de l'Education pour tous.....	48
<b>Chap 5. PISTES DE SOLUTIONS POUR ACCROITRE LES PRODUCTIONS MEDIATIQUES RELATIVES A LA THEMATIQUE DE L'ÉDUCATION POUR TOUS.....</b>	<b>49</b>
5.1.Les actions qui seraient menées par la Coalition BAFASHEBIGE et d'autres organisations engagées dans le domaine de l'éducation pour tous .....	50
5.2.Les actions qui devraient être mené par les responsables du ministère en charge de l'Education.....	51
5.3.Les actions qui pourraient être mené par les médias .....	52
<b>CONCLUSION GENERALE .....</b>	<b>54</b>
<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....</b>	<b>60</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>62</b>

## **0. Brève présentation de La Coalition Bafashebige « Education pour Tous »**

La Coalition EPT BAFASHEBIGE a été enregistrée officiellement en 2009 par l'Ordonnance Ministérielle n° 530/526

Depuis sa création, la Coalition EPT BAFASHEBIGE est devenue un cadre privilégié d'informations, des débats et d'actions en vue du suivi des engagements des bailleurs et du Gouvernement du Burundi en matière de financement et de planification de l'éducation.

Actuellement, elle est composée de 39 organisations de la société civile qui œuvrent dans le secteur de l'éducation ou qui s'y intéressent.

Elle a pour vision «Un Burundi où le système éducatif est fondé sur l'équité, la qualité et la bonne gouvernance».

Les membres de la Coalition sont tous caractérisés par : l'intégrité, la transparence, l'excellence, l'objectivité et la redevabilité.

Ce collectif s'est fixé un certain nombre d'objectifs à savoir :

- Renforcer les capacités de la Coalition et de ses membres
- Participer dans toutes les étapes du processus d'élaboration des politiques et des programmes du système éducatif burundais
- Appuyer dans la mise en œuvre et de suivi des politiques éducatives nationales
- Développer des mécanismes de plaidoyer fondés sur les données réelles portant sur les défis du système éducatif au Burundi.

La Coalition a aussi pour axes stratégiques :

- a. La recherche par des études et enquêtes (base de données sur les politiques, suivi des réformes)
- b. La mobilisation des parties prenantes (marche manifestation, média, visibilité, alliance etc)
- c. Renforcement des capacités
- d. Lobbying et plaidoyer

L'organigramme de la Coalition est bâti sur l'Assemblée Générale de la Coalition qui est l'organe suprême de l'Organisation, un Comité Exécutif comprenant et un Conseil de

surveillance. A la tête de Coalition se trouve un Président qui est en même temps Représentant Légal.

## 1. Contexte et justification de l'étude

L'éducation est un droit humain fondamental. Comme tous les droits de l'homme, il est universel et inaliénable. Toute personne, sans distinction de sexe, de religion, d'ethnie ou de statut économique, y a droit.

En effet, ce droit est garanti par la Constitution de la République du Burundi en vigueur et d'autres instruments juridiques internationaux auxquels le Burundi a ratifié entre autres la Convention relative aux Droits de l'Enfant (CDE) que le Burundi a ratifié en 1990.

En effet, l'article 23 de cette Convention dispose que :

*« Tu as droit à l'éducation et aux soins dont tu as besoin. Si tu es handicapé, ainsi qu'au respect de tous les autres droits énumérés dans la Convention, pour pouvoir vivre une vie harmonieuse ».*<sup>1</sup>

En plus droit à l'éducation pour tous, l'article 28 de cette Convention revient sur la qualité de l'enseignement et le droit de tout enfant à poursuivre ses études selon ses capacités.

*« Tu as droit à l'éducation de qualité. Tu dois pouvoir poursuivre les études selon tes capacités »*

C'est ainsi que, depuis sa création en 1945, la mission de l'UNESCO a consisté à contribuer à la construction de la paix, à l'élimination de la pauvreté, au développement durable et au dialogue interculturel, et à veiller à ce que pour atteindre cet objectif, l'éducation soit l'une de ses principales activités.

Les objectifs éducatifs de l'UNESCO consistent donc à soutenir la réalisation de l'Éducation pour tous (EPT), à jouer un rôle de leader mondial et régional en matière d'éducation, à créer des systèmes éducatifs efficaces dans le monde entier – de la petite enfance jusqu'à l'âge adulte – et à répondre aux défis mondiaux de notre temps grâce à l'éducation.

En bref, le mouvement de l'Éducation pour tous (EPT) est un engagement global visant à assurer une éducation de base de qualité pour tous les enfants, jeunes et adultes

Cet engagement cadre bien avec l'article 26, al 2 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) qui stipule que :

---

<sup>1</sup> La Convention relative aux droits de l'enfant adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989.

*« Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire ».*

**Par ailleurs**, les organisations de la société civile burundaise regroupées au sein de la coalition BAFESHEBIGE « Education pour Tous » réunies à Bujumbura au mois de juillet 2017 dans un atelier d'évaluation et de renforcement de leurs capacités, ont relevé un certain nombre de forces et de faiblesses du secteur de l'Education au Burundi. Cette activité avait été organisée par La Coalition BAFASHEBIGE en partenariat avec le Réseau Africain pour l'Education Pour Tous (ANCEFA).

Ces faiblesses qui subsistent malgré les efforts remarquables consentis par le Gouvernement du Burundi et les organisations engagées dans le domaine de l'Education pour Tous constituent véritablement des entraves à la réalisation du droit à l'éducation pour Tous qui est l'objectif ultime visé par la Coalition.

La Coalition BAFASHEBIGE « Education pour Tous » souhaite donc une forte mobilisation de toutes les composantes sociales pour pouvoir atteindre cet objectif.

Parmi ces dernières figurent les médias qui sont des partenaires clés de la Coalition BAFASHEBIGE depuis sa création en 2004.

En d'autres termes, la Coalition BAFASHEBIGE EPT souhaite que les médias burundais n'attendent plus les activités pédagogiques de grandes envergures pour place à la une de l'actualité les sujets relatifs à l'éducation pour Tous

C'est dans ce cadre que la Coalition a commandité une étude sur « *la place de la thématique de l'Education pour Tous dans les productions médiatiques au Burundi* » en vue de susciter davantage l'engouement des médias burundais envers cette thématique.

L'objectif ultime visé par la Coalition est que l'Education pour Tous soit placée au centre des préoccupations des médias burundais.

Ainsi par exemple, des sujets relatifs à la qualité de l'enseignement, au financement du secteur de l'éducation, aux abandons scolaires, aux bonnes conditions d'apprentissage dans les écoles, à l'accès à l'enseignement pour tous les enfants sans distinction d'ethnie, de sexe ou de région domineront l'actualité dans les médias burundais.

Ainsi, les pouvoirs Publics, les partenaires du Burundi et toutes les composantes sociales seront davantage sensibilisés sur cette problématique de l'éducation pour tous au Burundi et des solutions y relatives seront trouvées.

A ce sujet Gérard M Mermet nous dira à juste titre que :

*« Il s'avère que, de part l'évolution de la communication à travers le monde, les nouvelles diffusées par les journalistes acquièrent une importance auprès du public auquel elles sont destinées »<sup>2</sup>.*

L'auteur poursuit en disant que *« Quand bien même la presse ne serait toujours pas en mesure de rendre compte de tous les événements qui se produisent à travers le monde, elle a pourtant une considération prépondérante dans la vie communautaire ».*

Bien plus, citant certains chercheurs comme David Lerner dans son ouvrage, *The passing of traditional Society. Modernizing the middle East*, Marie Soleil Frère nous dit que :

*« Les médias sont des multiplicateurs de mobilité, des agents de changement, qui induisent des conduites modernes. L'utilisation des médias permet d'ouvrir les sociétés traditionnelles à la culture occidentale et de provoquer ainsi une prise de conscience au sein de la population afin de la motiver à évoluer vers la modernité »<sup>3</sup>*

---

<sup>2</sup> Gérard Mermet sociologue suisse dans <http://www.unaf.fr/spip.php?article141>.

<sup>3</sup> Marie soleil Frère in *Histoire des médias et système politique en Afrique*, Master complémentaire en journalisme, cours inédit, Université du Burundi, A/A 2010-2011.

## 2. DELIMITATION DU SUJET

Le présent travail est centré sur la place qu'occupe la thématique de l'Education pour Tous dans les productions médiatiques burundaises, les principaux obstacles à l'émergence des sujets relatifs à l'Education pour Tous dans les productions médiatiques burundaises ainsi que les pistes de solution à y apporter.

Ainsi, les professionnels des médias, les responsables des médias et les acteurs de la société civile ont été les cibles privilégiés de la présente étude.

Précisons que l'enquête a porté sur quatre médiums à savoir l'Agence Burundaise de Presse (ABP), la radio Isanganiro, le Journal Iwacu et la Radiotélévision Nationale du Burundi (RTNB).

Le choix de ces quatre médias a été dicté par le souci de recueillir des opinions diversifiées par rapport à la thématique qui nous concerne. Il nous a donc semblé important de tenir compte de la ligne éditoriale de ces médias.

Emmanuel MURHULA nous dit que « *la ligne éditoriale constitue pour un journaliste une épine dorsale pour les professionnels des médias en ce sens qu'elle oblige aux journalistes de suivre la ligne préalablement tracée* »<sup>4</sup>

D'une part, l'ABP et la radiotélévision nationale du Burundi sont des organes de presse de l'Etat qui en assure entièrement le financement et en détermine la ligne éditoriale qui est celle d'« Accompagner l'action gouvernementale ».

D'autre part, la radio Isanganiro et le Journal Iwacu sont des organes de presse privés qui ne vivent pas des subsides de l'Etat.

L'objet de la présente étude est donc de déterminer la place qu'occupe la thématique de l'« Education pour tous » dans les productions médiatiques.

La présente étude vise aussi à détecter les principales barrières à l'émergence de la thématique de l'éducation pour tous dans les productions médiatiques burundaises et à proposer des solutions qui permettraient de susciter davantage l'engouement des médias burundais envers la thématique qui nous intéresse.

---

<sup>4</sup> Emmanuel MURHULA, Université du Burundi, cours inédit de journalisme en ligne, master complémentaire en journalisme, AA 2011- 2012

### 3. PROBLEMATIQUE

L'éducation joue un rôle fondamental dans le développement humain, social et économique, d'où la nécessité de promouvoir le droit à l'éducation.

Bien plus, un système éducatif performant ne constitue donc un grand avantage. Inversement, être privé d'éducation sera considéré comme un lourd handicap.

C'est dans ce cadre que depuis sa création en 2004, la Coalition BAFASHEBIGE EPT joue un rôle de leader national en matière de la promotion de l'éducation pour Tous.

Par ailleurs, lors du Forum mondial sur l'éducation (Dakar, 2000), 164 gouvernements ont plaidé en faveur de l'Education pour Tous (EPT) et ont identifié six objectifs qui devaient être atteints en 2015.

Ainsi, des gouvernements, des agences du développement, la société civile et le secteur privé œuvrent ensemble à la réalisation des objectifs de l'EPT.

Ces objectifs sont centrés sur le développement et l'amélioration des soins à la petite enfance et son éducation surtout pour les enfants les plus défavorisés, l'accès de tous les enfants à une éducation dans le cycle primaire qui soit gratuite et de qualité, l'élimination des disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire, la satisfaction des besoins d'apprentissage de tous les jeunes et adultes et l'accès équitable à un apprentissage approprié et à des programmes d'acquisition de compétences utiles à la vie quotidienne.

Au Burundi comme ailleurs, l'atteinte de ces objectifs ou tout simplement la réalisation de l'Education pour tous (EPT), nécessite l'engagement ferme de toutes les composantes de la société les médias inclus.

Par ailleurs, telle a été l'une des recommandations de Madame Koumbon de l'ANCEFA lors de l'atelier d'évaluation et de renforcement des capacités des organisations membres de la Coalition Bafashebigé tenue à Bujumbura du 26 au 27 juillet 2017.

Madame Koumbon a, au nom de l'ANCEFA, exhorté les organisations de la société civile burundaise engagées dans le domaine de l'Education et les médias à travailler en synergie pour promouvoir **une** éducation de qualité pour tous au Burundi.

Le véritable problème qui est posé dans la présente étude est de déterminer « la place qu'occupe l'Education pour Tous dans l'espace médiatique burundais », au regard des défis liés à la promotion de ce secteur que nous avons énumérés dans les lignes qui précèdent.

La présente étude vise aussi à détecter les principales entraves à l'intérêt de la thématique de l'Education pour Tous dans les médias burundais ainsi que les pistes de

solution à y apporter surtout que les médias de masse ont toujours été considérés comme des vitrines d'un monde moderne, stimulant des comportements innovants.

Par ailleurs, le présent travail s'inscrit au chapitre des mécanismes qui permettent d'assurer la responsabilité sociale des médias tels que définis par Marie Soleil Frère, citant le professeur Claude-Jean Bertrand :

*« Toutes démarches au sein de la profession ou d'un organe de presse qui vise à susciter la réflexion des médias sur la responsabilité sociale peuvent être perçues comme des mécanismes d'auto-régulation ».*<sup>5</sup>

Pour Marie Soleil Frère, *« ces moyens d'assurer la responsabilité sociale des médias ne sont pas des remèdes instantanés, mais des dispositifs correctifs qui permettent de s'assurer, en opérant de manière complémentaire, que « les médias sont socialement responsables ».* Au sujet du faible critique externe sur le travail des médias, Marie Soleil Frère est claire :

*« Rares sont les enseignants en communication des Universités africaines francophones qui produisent des travaux de terrain, des enquêtes concrètes sur les problèmes rencontrés par les journalistes locaux. La plupart de leurs contributions scientifiques reposent sur des considérations, théoriques, voire des généralités concernant l'évolution des médias au plan international ».*<sup>6</sup>

Cette affirmation de Marie Soleil Frère reflète la réalité de ce qui se passe même au Burundi où ce genre d'études est rarement publié. Par contre, certains enseignants d'universités s'intéressent aux études qui sont des fois commanditées par des organisations nationales et internationales qui n'ont pas forcément de lien avec la profession journalistique.

Par ailleurs, *Pour Dominique Leglou,*

*« Les médias se devraient de prendre certaines dispositions pour sortir de l'information purement institutionnelle et explorer d'autres thèmes et champs qui sont à leur portée »*<sup>7</sup>

---

<sup>5</sup> Bertrand, C. J , *L'arsenal de la démocratie, Médias, déontologies et M\*A\*R\*S*, Paris, Economica, 1998 cité par Marie soleil Frère in *Histoire des médias et système politique en Afrique*, Master complémentaire en journalisme, cours inédit, Université du Burundi, A/A 2010-2011.

<sup>6</sup> M.S. Frère, document déjà cité .

<sup>7</sup> Dominique Leglou, ancien journaliste français et auteur du livre intitulé « Je les ai tant aimés » dans, *Le rôle des médias vis à vis des processus de développement économique et social*/[http://www.alterpresse.org/spip.php?article7370#.XP\\_bSjo6-T8](http://www.alterpresse.org/spip.php?article7370#.XP_bSjo6-T8)

Pour cet ancien journaliste français, « *les médias doivent s'évertuer à trouver un bon dosage entre (l'exploitation de) l'actualité immédiate, l'actualité au jour le jour, l'information événementielle et l'information lointaine, l'information qui se situe dans des limites temporelles moins étroites (coût de la vie, érosion, sécurité alimentaire, etc.)* ».

Pour jouer pleinement son rôle par rapport aux processus de développement économique et social, Dominique Leglou estime aussi que :

« *les médias gagneraient à avoir en ligne de mire dans le cadre de leur stratégie de couverture informationnelle les indicateurs concernant notamment la pauvreté, la faim, l'éducation, l'égalité des sexes, la mortalité infanto-juvénile, la santé maternelle, la lutte contre le VIH-Sida, le paludisme et les autres grandes maladies, la visibilité de l'environnement. L'encrage sur ces indicateurs peut porter les médias à rapprocher leur contenu le plus près possible du vécu des gens et de leurs préoccupations* ».

Les propos de Dominique Leglou laissent donc entendre que le jour où les médias burundais vont sentir la nécessité de placer à la une de l'actualité la question de l'Education, ce sera un pas important vers la réalisation du droit de l'Education pour tous au Burundi.

Néanmoins, les quelques études sur le travail des médias qui ont été jusqu'ici faites révèlent que les médias burundais ne donnent pas la priorité à la promotion de l'éducation qui est constituée pourtant une vitrine pour le développement économique et social d'un pays comme nous l'avons dit plus haut.

Ces études révèlent plutôt que les médias s'intéressent plus à l'actualité sécuritaire et politique.

Le rapport du Conseil National de la Communication (CNC) du 3<sup>ème</sup> trimestre 2018- 2019 révèle aussi que les médias burundais ne donnent pas la priorité à la thématique de l'Education.

Ce constat nous a amené à nous poser une série d'interrogations qui pourraient trouver des réponses avec les résultats d'enquête du présent travail de recherche.

- 1) Les journalistes burundais, ne s'intéressent-ils pas moins à la thématique de l'éducation pour tous » parce qu'ils n'y trouvent pas de compte immédiat ?
- 2) Les journalistes burundais, n'auraient-ils pas manqué d'interlocuteurs pour traiter de la thématique en rapport avec l'éducation pour tous ?
- 3) Les journalistes burundais, se sont-ils suffisamment imprégnés du concept de l'Education pour Tous ?

4) Les responsables des médias burundais, ont-ils instauré la rubrique « Education » comme c'est le cas pour d'autres thématiques ?

5) La crise socio-politique que le Burundi a connue ces dernières années, n'aurait-elle pas fait ombrage à cette thématique non moins importante ?

5) Est-ce que les journalistes burundais savent que l'Education pour Tous est un droit pour chaque Enfant burundais ?

#### **4. HYPOTHESES DE TRAVAIL**

Ces interrogations nous ont amené à émettre quelques hypothèses dont deux ont été confirmées par notre travail de recherche.

1) Les journalistes burundais, s'intéressent de moins en moins à la thématique « de l'Education pour tous » parce qu'ils n'y trouvent pas de compte immédiat.

2) Les journalistes des médias burundais ne s'intéressent pas beaucoup à la thématique « de l'Education pour Tous » car, ils n'ont pas d'informations suffisantes sur le concept de l'Education pour tous.

3) Les journalistes burundais, s'intéressent de moins en moins à la thématique « de l'éducation pour tous » par manque d'interlocuteurs.

#### **5. OBJECTIFS DE NOTRE RECHERCHE**

##### **5.1 Objectif général**

Mettre davantage les médias burundais à profit de la promotion de l'Education pour Tous.

##### **5.2. Objectifs spécifiques ou opérationnels**

1. Montrer la place de la thématique de l'éducation du Burundi dans les productions médiatiques burundaises.

2. Détecter les principales entraves à l'émergence des sujets relatifs à la promotion de l'Education pour tous dans les productions médiatiques burundaises

3. Proposer des pistes de solution en vue d'accroître l'espace médiatique réservé à la thématique de « l'éducation pour tous au Burundi » pour une meilleure contribution à la réalisation de l'éducation pour tous

## **6. Résultats attendus**

1. La place de la thématique de « l'éducation » dans l'espace médiatique burundais est connue

2. Les principales barrières à l'émergence des questions liées à l'éducation pour tous dans l'espace médiatique Burundais sont identifiées.

3. Des pistes de solution en vue d'accroître les productions médiatiques sur la thématique de « l'éducation pour tous au Burundi » pour une meilleure contribution à la réalisation de l'éducation pour tous sont proposées.

4. L'espace médiatique réservée à l'éducation pour tous est accru.

5. Un document de plaidoyer pour la promotion de l'éducation pour tous dans les médias est disponible

Ainsi, nous avons recueilli les propos des journalistes, des responsables des médias et des leaders des organisations engagées dans le secteur de l'éducation, étant donné qu'ils sont les mieux indiqués pour apporter de la lumière à la thématique et proposer des pistes de solution.

Les résultats de notre enquête constitueront aussi un plaidoyer pour la prise en compte des questions de l'éducation pour tous dans les productions médiatiques burundaises.

## **7. DIFFICULTES RENCONTREES**

Il nous a semblé important de mentionner les quelques difficultés auxquelles nous nous sommes heurté au cours du présent travail de recherche.

En effet, ces dernières sont liées essentiellement à l'indisponibilité de nos enquêtés, en particulier les journalistes.

Ainsi, nous nous sommes des fois, retrouvé dans l'obligation de les trouver sur les lieux de reportage et parfois même à leur domicile.

Nous sommes aussi heurté au manque de documentation étant donné qu'il n'existe pas d'ouvrages qui traitent de « l'éducation dans les médias » dans les bibliothèques de la place, ce qui explique l'abondance d'informations sur le net dans notre travail.

## **8. ARTICULATION DE L'ETUDE**

L'étude s'articule sur quatre parties. Outre le Contexte et justification d' l'étude, et la conclusion générale, il comporte deux grandes parties, en l'occurrence le cadre théorique et méthodologique et la présentation, l'analyse et l'interprétation des données.

La 1<sup>ère</sup> partie est constituée du cadre théorique et méthodologique et comprend deux chapitres.

Le premier définit les concepts clés et le deuxième retrace le cadre méthodologique.

La partie « Présentation, analyse et interprétation des données » comprend cinq derniers chapitres.

Le 1<sup>er</sup> porte sur « Le niveau de traitement de la thématique de l' Education pour tous dans les médias burundais », le 2<sup>ème</sup> traite du « Déficit de sensibilisation des professionnels des médias sur la notion de l' Education pour tous » et le 3<sup>ème</sup> est consacré à « La problématique d' accès aux sources d' informations autorisées », le 4<sup>ème</sup> porte sur « La problématique liée à l' accès aux sources d' information autorisées » et enfin le dernier chapitre porte sur « Les pistes de solutions pour susciter l' engouement des médias envers la thématique de l' éducation pour tous »

Ce travail se termine par une Conclusion Générale.

## PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE

### CHAP. I.: CADRE THEORIQUE

#### 1. Définition des concepts clés.

Dans le souci de permettre la compréhension de notre sujet aux lecteurs, nous avons défini quelques concepts- clés par rapport à notre sujet de recherche.

Ainsi, nous avons défini les concepts : « **Education** », « **enseignement** », « **Education pour tous** » et « **Médias** ».

#### 1. 1. Concept de « l'Education »

Selon le Petit Larousse Illustré(1992), « **éducation** » signifie : Action de former, d'instruire quelqu' un ; la manière de comprendre, de dispenser, de mettre en œuvre cette formation »

##### 2<sup>ème</sup> définition

*L'éducation c'est la mise en œuvre des moyens propres à assurer la formation et le développement d'un être humain ; moyens pour y parvenir.*<sup>8</sup>

**Selon** wikipedia.org « **L'éducation** est étymologiquement « guider hors de », c'est-à-dire développer, faire produire. Il signifie maintenant plus couramment l'apprentissage et le développement des facultés intellectuelles, morales et physiques, les moyens et les résultats de cette activité de développement.<sup>9</sup>

Selon toujours wikipedia.org

*le mot « éducation » est directement issu du latin educatio de même sens, lui-même dérivé de ex-ducere (ducere signifie conduire, guider, commander et ex, « hors de ») : faire produire (la terre), faire se développer (un être vivant)<sup>2</sup>.*

---

Petit Larousse illustré, 1992, Librairie Larousse, 17, Paris p.362

<sup>9</sup> <https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89ducation>:

### 3<sup>ème</sup> définition

Pour [Emile Durkheim](#), *l'éducation est une « Socialisation méthodique pour la jeune génération »*<sup>3</sup>. *Enseigner, c'est transmettre à la génération future un [corpus](#) de connaissances et de valeurs de la vie sociale.*<sup>10</sup>

#### 1.2. Concept de l'enseignement

. Selon le Petit Larousse Illustré(1992), « Enseignement » signifie : *Action, manière d'enseigner, de transmettre des connaissances »*<sup>11</sup>

#### 1.3 Le concept de l'Éducation pour Tous

**Le mouvement de l'Éducation pour tous (EPT)** est un engagement global visant à assurer une éducation de base de qualité pour tous les enfants, jeunes et adultes.

Lors du Forum mondial sur l'éducation (Dakar, 2000), 164 gouvernements ont plaidé en faveur de l'EPT et ont identifié six objectifs à atteindre en

2015. Des gouvernements, des agences du développement, la société civile et le secteur privé œuvrent ensemble à la réalisation des objectifs de l'EPT.<sup>12</sup>

Le Cadre d'Action de Dakar a chargé l'UNESCO de coordonner ces partenaires, en coopération avec les quatre autres organisateurs du Forum de Dakar (PNUD, FNUAP, UNICEF et Banque mondiale). En tant qu'Agence chef de file, l'UNESCO se focalise sur cinq domaines clés : dialogue politique, suivi des progrès, plaidoyer, mobilisation des fonds et renforcement des capacités.

#### 1.4. Le concept de « Médias »

Selon le Petit Larousse Illustré (1992), « *média est tout support de diffusion de l'information (radio, télévision, presse imprimée, livre, ordinateur, vidéogramme, satellite de télécommunication etc. constituant à la fois un moyen d'expression et un intermédiaire transmettant un message à l'intention d'un groupe »*<sup>13</sup>

<sup>10</sup> <https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89ducation>:

<sup>11</sup> Petit Larousse illustré, 1992, op cit p.384.

<sup>12</sup> <http://www.unesco.org/new/fr/our-priorities/education-for-all/>

<sup>13</sup> *Petit Larousse illustré, 1992.*

Se référant à Gérard Mermet dans son ouvrage *Démocrature ou comment les médias transforment la démocratie*(1987), Scholastique Bigaranyya et Suzanne Nshimirimana définissent les médias comme définit les médias comme :

« *Tout support de diffusion de l'information (gestes, radio, TV, Presse écrite, cinéma, disque, photographie, livre, lettre, vidéo, ordinateur) servant d'intermédiaire pour transmettre un message à l'intention d'un individu ou d'un groupe large* »<sup>14</sup>.

Cette dernière définition nous semble la plus complète car elles montrent que les médias sont des moyens de communication de masse.

## **2. LES MEDIAS ET LA SOCIETE**

### **2.1. Fonction sociale, politique et culturelle des médias**

La première fonction des médias est de véhiculer les informations que le public reçoit comme des certitudes. Néanmoins, force est de constater que les médias remplissent d'autres fonctions entre autre la fonction politique, sociale et culturelle.

#### **2.1.1 Sur le plan social.**

La fonction éducative des médias n'est plus à démontrer. Ce canal d'expression façonne les attitudes comportementales des populations de telle sorte que pour résoudre les conflits entre les hommes, les medias doivent jouer un rôle déterminant.

De par leur position particulière dans l'espace public, les médias sont amenés à devenir des acteurs, car parler dans l'espace public, ce n'est pas seulement transmettre de l'information, c'est en même temps agir.

Pour le cas du Burundi qui nous intéresse, certains s'accordent à dire que n'eût- été les médias, le pays ne serait pas ce qu'il est pour le moment, compte tenu du rôle de contre-pouvoir qu'ils jouent. Ils dénoncent les violations des droits des citoyens, font des clins d'œil au gouvernement et suscitent des fois des prises de décision favorables aux destinées du pays.

---

<sup>14</sup> Bigaranyya S. et Nshimirimana S, *la Problématique de l'Harmonisation du devoir d'informer des médias et du droit du public à l'information au Burundi :Cas de la Radio nationale et de la RPA*. Bujumbura, 2010, p.13.

### 2.1.2 Sur le plan politique.

Dans les pays dit « démocratiques », le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire sont les trois pouvoirs traditionnels alors que les médias constituent le quatrième pouvoir. Ce qui est tout à fait logique car ils dénoncent les violences et les abus et critiquent les décisions prises et les injustices.

En bref, ils sont « *la voix des sans-voix* ». Certains mêmes les appellent des « *chiens de garde de la démocratie* » alors qu'ils étaient au service des dirigeants avant le pluralisme médiatique. Par ailleurs, les hommes politiques se sont rendus compte de l'importance du pouvoir médiatique et ont commencé à l'utiliser pour servir leurs intérêts.

Force est de constater aussi que les médias classiques ont connu ces dernières années une avancée significative grâce aux Nouvelles Technologies de l'information (NTIC). Cette évolution sur le plan technologique aura permis de passer de l'agora au multimédia qui englobe les nouveaux et les anciens médias qui sont complémentaires. C'est ce que les spécialistes en communication appellent à juste titre « *cohabitation antagoniste ou conflictuelle* ».

Bien plus, citant un rapport intérimaire sur les problèmes de la communication dans la société civile, Georges Tshionza T. s'exprime en ces termes :

« *Le journalisme, peut constituer un contre- pouvoir puissant dans des situations où les autorités en place (gouvernementales, économiques ou autres) restreignent ou déforment l'information sur les questions d'intérêt public* ».

<sup>15</sup>

Le rôle de la presse dans la vie politique a été aussi relevé par Denenberg, R.V comme l'évoque Georges Tshionza

« *La presse fait circuler la vie politique dans toutes les portions du territoire. C'est elle dont l'œil toujours ouvert met sans cesse à nu les ressorts secrets de la politique et force les hommes publics à venir, tour à tour, comparaître devant le tribunal de l'opinion* »<sup>16</sup>

Par ailleurs, Pierre Albert et Christine Lenteinturier estiment de leur côté que

---

<sup>15</sup> Unesco, *Rapport intermédiaire sur les problèmes de la communication dans la société civile*, C.C.-78/WS/39., Paris, Septembre 1978, cité par Georges Tshionza T. dans *Les médias au Zaïre, s'aligner ou se libérer*, Paris, Harmattan, 1996, pp. 98- 99.

<sup>16</sup> Denenberg, R.V. , *Le système politique des Etats Unis*, Paris, Edition Economica, 1984, cité par Georges Tshionza, *op. cit*, p.131.

« Les médias africains jouent un rôle incontestable dans le processus de démocratisation de leur pays. Leurs dérapages peuvent être lourds de conséquences. De ce fait, leurs interventions dans l'apaisement des tensions ethniques sont essentielles »<sup>17</sup>.

### 2.1.3 Sur le plan culturel

Le code de déontologie de la presse burundaise revient aussi sur le rôle que le journaliste doit jouer sur le plan culturel et social.

« Le journaliste doit défendre les valeurs universelles d'humanisme en particulier la paix, la tolérance, la démocratie, les droits de l'homme, le progrès social et la cohésion nationale dans le respect de la dignité de chaque citoyen »<sup>18</sup>

Bien plus, « La politique culturelle de 2007 vise à faire des médias un véritable outil de développement. Elle précise à ce propos que les médias devraient contribuer à la promotion de la culture de paix, de tolérance, du respect des droits de la personne humaine, de la bonne gouvernance et la prévention des conflits. Les médias en général et la radio en particulier doivent être des modèles qui respectent et véhiculent les valeurs morales positives »<sup>19</sup>

En plus de ces fonctions ci-haut citées, les médias assument la fonction éducative, distractive et délibérative.

## 3. Quelques facteurs influençant la construction de l'agenda des médias « agenda building »

La production des informations dans les médias (presse parlée ou audio-visuelle) est un travail très complexe avec un certain nombre de phases qui doivent être suivies et respectées pour la bonne marche de la rédaction de tout organe de presse. La phase de programmation des sujets à traiter, communément appelée « Construction de l'agenda des médias » ou « agenda building » nous semble la plus importante.

### 3.1. L'influence personnelle des professionnels des médias

---

<sup>17</sup> Albert, P., et Lenteinturier C., *Les médias dans le monde : Enjeux internationaux et diversités nationales*, Paris, Edition Marketing, 1999, p.5.

<sup>18</sup> Ntahe G., *op cit*, p.49.

<sup>19</sup> Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, *Politique culturelle du Burundi*, Bujumbura, 2007, pp. 123- 124.

Ce facteur renvoie à la notion de *gate keeper* ; une notion qui a été inventée par Kurt Lewin. Pour lui, il s'agit d'un agent d'influence, d'un sélectionneur d'information, présent dans la vie de tous les jours.

Se basant sur les théories de Westley et Mc Lean, Pierre de Saint- Georges définit le *gate keeper* comme étant « *un professionnel des médias, un sélectionneur au plan médiatique, qui donne ou non, l'accès, grâce aux médias, à un certain nombre d'informations. Il exerce une médiation.* »<sup>20</sup>

Autrement dit, on peut se permettre de dire que le *gate keeper* joue le même rôle que celui d'un leader d'opinion dans les groupes sociaux étant donné que ce dernier joue un rôle important dans la création des opinions.

Cette catégorie de professionnels des médias joue un rôle déterminant pendant la phase de programmation des sujets à traiter lors des conférences de rédactions dans les rédactions de presse.

Cela est d'autant vrai car dans toute conférence de rédaction, un sujet de reportage doit d'abord être proposé pour ensuite être analysé et approuvé par la rédaction.

Cela étant, les sujets en rapport avec la thématique qui nous concerne auront très peu de chance d'être proposés du moment qu'il n'y aura pas de journalistes qui s'y intéressent.

### **3.2 .Les conditions de travail et le mode de fonctionnement des médias**

Les conditions de travail influent aussi sur la programmation d'un sujet une fois proposé dans la réunion de rédaction. Cela peut dépendre notamment de l'espace ou du temps disponible, du délai de parution, de l'absence de sources pour équilibrer l'information, l'absence de photos pour la presse écrite, du manque de son pour la presse parlée ou d'image pour la télévision.

Par ailleurs, dans la presse écrite, certains articles importants peuvent ne pas être publiés pour avoir été périmés. Cela arrive souvent dans les magazines où les journalistes ont une à deux semaines pour préparer leurs articles alors que dans les journaux quotidiens ou dans l'audio- visuel, on doit présenter les événements dans la fraîcheur des faits (rapidité de l'information).

Dans les médias, l'hiérarchisation des nouvelles dépend en grande partie de la ligne éditoriale. Ainsi, les rédacteurs en chef ou directeurs des publications auront tendance à

---

<sup>20</sup> De Saint Georges, P., *Sociologie de la communication*, cours inédit, Master complémentaire en journalisme, Université du Burundi, Juin 2011.

privilégier d'autres thématiques au détriment de la thématique « Education » en vue de se conformer à la ligne éditoriale de leurs médias.

Bien plus, comme nous l'avons mentionné dans la présentation de notre sujet de recherche, les nouvelles en rapport avec la thématique « de l'éducation pour tous », qui sont diffusées ou publiées à l'occasion des activités pédagogiques de grande envergure comme le concours national, la rentrée scolaire, l'examen d'Etat et des cas de viol sur mineur.

Le traitement de ce genre d'information pose problème étant donné qu'elles sont souvent périssables.

### **3.3 .Le manque de professionnalisme**

Le manque de professionnalisme qui se manifeste chez certains journalistes ou responsables de rédaction a un impact non moins important sur la construction de l'agenda dans les rédactions de presse.

En effet, au lieu de privilégier l'intérêt du public dans le choix des sujets à proposer lors des conférences de rédaction, les journalistes auront tendance à plonger dans le sensationnalisme.

Des fois même, l'équilibre de l'information et la diversité des thèmes dans la construction de l'agenda des médias ne sont pas pris en compte.

Pourtant, ces deux éléments sont fondamentaux pour tout organe de presse qui veut accomplir convenablement sa mission.

Ce manque de professionnalisme peut amener aussi les professionnels des médias à se laisser influencer par les chargés de la communication ou attachés de presse des ministères ou d'autres organisations qui, des fois, approchent les médias pour faire de la publicité pour leurs entreprises.

Ainsi, la thématique « Education pour tous » aura très peu de chances d'être proposée soit par manque d'intérêt du sujet pour l'Organe de presse, soit par manque d'interlocuteur. .

Par ailleurs, une étude réalisée par la Ligue des Droits de la personne humaine dans les Pays des Grands Lacs en décembre 2004 avait montré que : « *D'un point de vue qualitatif, la presse souffre du manque de professionnalisme. Plusieurs épithètes lui sont attribuées : incompétente, amateur, partisane, excessive, opportuniste....Beaucoup tombent dans le*

*sensationnalisme et privilégient uniquement les nouvelles politiques. Il n'existe guère de journalistes spécialisés pour alimenter les diverses rubriques d'un journal ».*<sup>21</sup>

L'étude révèle par ailleurs que « *la majeure partie des responsables et journalistes de ces médias n'ont même pas de formation en journalisme. Si bien que nombre d'entre eux ne connaissent pas les rudiments de la déontologie journalistique, voire, ignorent la loi* ».

Nous pensons que cette situation est due en partie à l'absence des filières de formation en journalisme dans certains pays. Une préoccupation pourtant longtemps exprimée au cours des différentes rencontres des professionnels des médias. Ce manque de filière de formation en journalisme a poussé les responsables des entreprises de presse à faire des recrutements des journalistes parmi les lauréats des facultés et instituts sans aucune notion de journalisme. Cette filière pourrait démarrer en 2020 à l'université du Burundi.

### **3.4. Les contraintes financières**

Dans certains pays africains, l'absence de ressources entraîne ou oblige certains médias privés à dépendre des sources de financement occultes. Ainsi, certains d'entre eux, sont à la solde des hommes politiques ou d'hommes d'affaire qui acceptent de leur payer des frais d'impression (presse écrite) ou tout simplement qui acceptent de les financer clandestinement.

Ainsi, ces médias se retrouvent dans l'obligation de faire des publi-reportages déguisés en vue de satisfaire à leur « bailleur ». Par ailleurs, la précarité des conditions de travail des journalistes favorise dans certains pays africains dont le Burundi le phénomène d'achat de conscience des journalistes qui se traduit par l'octroi des per diem aux journalistes.

Cette pratique qui consiste pour l'organisateur d'une activité, à donner une « enveloppe » au journaliste qui est venu faire la couverture médiatique pour le compte de son média est communément appelée « *gombo* » en Afrique de l'ouest, « *coupage* » en RDC, « *camora* » ou « transport » au Congo Brazzaville.

L'histoire des médias nous apprend que ce sont les organisations non gouvernementales (ONGs) qui ont contribué à ancrer cette pratique.

*« Soucieuses de bénéficier d'une couverture de leurs activités dans la presse locale, qui puisse leur servir à démontrer leur efficacité à leurs bailleurs de fonds, mais confrontés au*

---

<sup>21</sup> LDGL, *Etat des Médias dans la Région des Grands Lacs*, Kigali, Imprimerie Prima, décembre 2004, pp.53-54.

*manque de moyens des journalistes, elles ont pris l'habitude d'assurer le déplacement et, éventuellement, l'hébergement et la restauration des rédacteurs sur terrain, ainsi que les pouvoir d'un petit « per diem », somme forfaitaire quotidienne....Les articles produits sont présentés comme des compte- rendus d' information ».*<sup>22</sup>

Or, le code de déontologie de la presse burundaise adopté le 27 février 2004 en son article 11 qui sépare l'information de la publicité stipule que :

*« Le journaliste ne signe pas de son nom des articles publicitaires et ne prête pas sa voix ou son image aux messages publicitaires ».*<sup>23</sup>

Par ailleurs, *« le journaliste n'accepte aucun avantage où sa qualité, ses influences et ses relations seraient susceptibles d'être exploitées. Le journaliste ne se comporte pas comme un attaché de presse ».*<sup>24</sup>

Bien plus, faut- il signaler aussi que les journalistes qui se laissent manipuler par les détenteurs d'informations prêchent contre la Charte de Munich qui prône *«Le droit du public à connaître les faits et les opinions »*, ceux de l'enfant inclus.

A ces contraintes s'ajoutent les publicités et des publi-reportages parfois déguisés qui dans certains médias accaparent plus de 50% de l'espace.

Ainsi, faisant allusion à la puissance de l'argent dans les médias en France, Jean-Claude Allanic souligne, pour sa part que : *« C'est la publicité qui déforme les médias »*<sup>25</sup>.

Ainsi, a-t-il dit, *"Le Premier Ministre actuel a proposé récemment la suppression de la publicité dans les télévisions publiques, on est passé de 12 minutes à 8 minutes. Il faut savoir qu'actuellement, les mesures d'audience se font sur le taux de pénétration, mais c'est surtout sur le taux de marché, et c'est ce taux qui sert à organiser les programmes de la télévision ».*<sup>26</sup>

Force est donc de constater qu'avec les contraintes financières qui pèsent sur les professionnels des médias, les plus nantis matériellement et financièrement ont plus de

---

<sup>22</sup> Frère, M.S, syllabus de cours déjà cité.

<sup>23</sup> Ntahe G., *Textes juridiques et déontologiques régissant les médias au Burundi, Outil pédagogique*, Institut Panos Paris, Bujumbura, février 2009, p.50.

<sup>24</sup> Ntahe G., *op. cit.*, p.49.

<sup>25</sup> [http://referat.clopotel.ro/Le\\_role\\_des\\_medias\\_dans\\_la\\_societe-12788.html](http://referat.clopotel.ro/Le_role_des_medias_dans_la_societe-12788.html), .

<sup>26</sup> [http://referat.clopotel.ro/Le\\_role\\_des\\_medias\\_dans\\_la\\_societe-12788.html](http://referat.clopotel.ro/Le_role_des_medias_dans_la_societe-12788.html)

chance de faire passer leurs opinions. Les enfants, n'ayant pas à donner ou à promettre aux professionnels des médias déjà rangés sur la piste de chercher des per-diem ou autres avantages ont plus de chance d'être oubliés.

### 3.5. L'influence des sélectionneurs des informations (rédacteurs en chef)

Pour plus d'efficacité, toute médiatisation doit résulter d'un processus de médiation qui débute avec la phase de programmation des journalistes par le chef de rédaction communément appelé « rédacteur en chef », un moment fort de la construction de l'agenda de la rédaction. Dans ce processus de médiatisation, le rédacteur- en -chef joue un rôle primordial dans la mesure où il détient le dernier mot sur les thématiques à traiter et les articles à diffuser ou à publier.

A ce sujet, une étude publiée par White a débouché sur les conclusions suivantes :<sup>27</sup>

*« (i) Les critères de sélection des nouvelles sont hautement subjectifs. Ils sont liés au jugement de valeur du sélectionneur. Ces jugements sont fondés sur ses expériences antérieures, ses attitudes, ses manières de concevoir la diffusion d'information. (ii ) Les motifs que ce sélectionneur donne pour rejeter une nouvelle sont de deux ordres : soit que l'événement est sans intérêt, soit qu'il a déjà été suffisamment traité.(iii) Il peut aussi faire une sélection en fonction du style de l'écriture de la nouvelle, sans pour autant que son choix soit consciemment fondé sur une conception de la nouvelle.(iv) Bien souvent ,la concurrence entre les médias, plutôt que la satisfaction du public, constitue un facteur très important de choix de nouvelles ».*

L'élément très important à retenir de cette étude de White, c'est le jugement de valeur du sélectionneur dans ses actions de sélection. Le public, comme le conclut l'étude, a tendance à considérer comme vrai un jugement qui correspond à ses croyances.

En matière de prise en compte de la thématique « de l'éducation pour tous » ou de sensibilité à cette dernière, l'importance du jugement de valeur n'est pas à exclure comme nous avons eu à le mentionner dans la partie consacrée à la présentation de notre sujet de recherche.

---

<sup>27</sup> White D.M : *The Gate Keeper » ; A case Study in selection of News »*, dans *Journalism Quarterly*, vol.27, 1950 cité par Agathonique Barakukuza , *De la prise en compte de la dimension genre dans les radios privées au Burundi post conflit : Cas de la Radio publique Africaine(RPA)*, Bujumbura, juin 2011, p.23.

En d'autres termes, les sujets en rapport avec l'éducation pour tous auront beaucoup de chances d'être programmé selon que le rédacteur en chef sera sensible à cette thématique.

## CHAP II: CADRE METHODOLOGIQUE

### Notre méthodologie a porté sur :

**1. La recherche documentaire** : Nous avons consulté quelques ouvrages en rapport avec le droit à l'éducation pour tous, le rôle des médias dans la société ainsi que les rapports et travaux de recherches sur le travail des médias.

### 2. Enquête à l'aide d'un questionnaire

Nous avons estimé que les journalistes et les responsables des médias sont mieux placés pour nous répondre car d'une part, ce sont les journalistes qui proposent les sujets de reportage et qui les défendent au cours des conférences de rédaction et d'autres part ce sont les rédacteurs en chef qui valident les sujets proposés avant d'être traité

Plusieurs raisons vont nous pousser à utiliser cet instrument de recherche :

- Le niveau d'instruction de nos informateurs (les journalistes) qui savent lire et écrire
- Leur disponibilité et la taille de notre échantillon.

A ce niveau, notre travail a suivi une démarche méthodologique à la fois qualitative et quantitative.

Pour l'aspect quantitatif, nous avons présenté les réponses qui ont été fournies par nos enquêtés sous forme d'indicateurs dans les tableaux.

Ces tableaux nous ont permis de voir la fréquence de chaque indicateur ainsi que le pourcentage que représentent les sujets qui l'auront évoqué.

Au niveau de l'analyse qualitative, il a été question d'interpréter ce qui est mentionné dans les différents tableaux en tenant compte des avis qui nous ont été donnés par les différents interlocuteurs.

### 3. L'entrevue semi- dirigée

Cette technique consiste, selon Savoie en :

*« Une interaction verbale animée de façon souple par le chercheur. Celui-ci se laissera guider par le rythme et le contenu unique de l'échange, dans le but d'aborder, sur un mode qui ressemble à celui de la conversation, les thèmes généraux qu'il souhaite explorer avec le*

*participant à la recherche. Grâce à cette interaction, une compréhension riche du phénomène à l'étude sera construite conjointement avec l'interviewé ».*<sup>28</sup>

Nous avons fait recours à cette technique de recherche lors des entretiens que nous avons eu avec les leaders de la société civile burundaise et les responsables des médias

Dans le présent travail de recherche, nous avons jugé nécessaire de recueillir des informations au près de ces catégories qui sont concernés par l'Education pour Tous étant donné qu'ils ont eux aussi des atteintes vis-à-vis des médias ou tout simplement des besoins qui doivent être comblé par les médias.

En d'autres termes, nous avons appliqué la théorie des « Usages et gratifications » qui part du principe que les individus ne sont pas des consommateurs passifs face aux médias mais qu'au contraire, ils ont leur propre usage de ceux-ci qui tiennent de leurs intérêts et de leurs motivations.

Comme le montrent Fesmenger et Katz, cette technique est d'une importance remarquable : « *Ce n'est que grâce à des contacts directs avec les intéressés que l'économiste, le sociologue, l'anthropologue etc. peuvent atteindre leurs attitudes, leurs perceptions, leurs expériences et leurs projets* »<sup>29</sup>

#### **4. Population d'enquête**

Pour MUCCHIELLI (1973. p.16), la population d'enquête est « *...l'ensemble du groupe humain concerné par les objectifs d'enquête* »<sup>30</sup>

Notre population d'enquête est constituée par les journalistes (section rédaction) qui prestent dans quatre médias à savoir l'Agence Burundaise de presse(ABP), la Radiotélévision Nationale du Burundi, le Journal Iwacu et la radio Isanganiro.

<sup>28</sup> Savoie- Zaic L., *L'entrevue semi- dirigée*, dans Gauthier, Recherche Sociale, Québec, Presses de l'Université du Québec 2006, B. P.296, Cité par Agathonique Barakukuza , *op.cit.*, p. 5.

<sup>29</sup> FESMNGER, L.et KATZ.D., *Les méthodes de la recherche dans les sciences sociales*, Paris, PUF, p. 385.

<sup>30</sup> MUCCHIELI(R) « le Questionnaire dans l'enquête psycho- sociale, connaissance du problème. Paris, E.S.F.1973, P.17

<sup>30</sup> De Saint Georges, P, Cours de sociologie de la communication, Université du Burundi ; AA 2010- 2011

Notre étude a porté aussi sur les responsables des médias et d'autres acteurs concernés par la promotion de l'Education pour Tous entre autre les leaders de la société civile engagés dans le domaine de l'Education.

A ce propos, FESTINGER L. et KATZ, D. (1974, p.116) nous révèle ce qui suit :

*« Les sciences sociales font de plus en plus appel à des faits que seuls peuvent rapporter les individus qui en ont fait l'expérience personnelle (...). Ce n'est que grâce à des contacts directs avec les intéressés que l'économiste, le sociologue, l'anthropologue, le psychologue peuvent atteindre leurs perceptions, leurs expériences, leurs projets. »<sup>31</sup>*

## 5. Echantillonnage

La présente recherche, faut-il le rappeler, porte sur « la place de l'Education pour Tous dans les productions médiatiques burundaises ».

Il est donc question de montrer la place de la thématique de l'éducation, détecter les principales causes du faible engouement des médias burundais envers cette thématique et proposer des pistes de solution en vue de contribuer à la promotion de l'Education pour Tous.

Comme il nous a été difficile d'interroger tous journalistes de l'Agence Burundaise de Presse( ABP) ; du Journal Iwacu, de la Radiotélévision Nationale du Burundi( RTNB) et ceux de la radio Isanganiro, la recherche s'est limitée à certains d'entre eux.

Notre population d'enquête était constituée de 134 journalistes des Rédactions Centrales répartis dans les médias de manière suivante.

**Tableau n°1 : Répartition globale de la population d'enquête (Univers d'enquête)**

Organe de presse	Nombre de journalistes
ABP	15
RTNB	84
Journal Iwacu	20
Radio Isanganiro	15
Total	134

<sup>31</sup> . FESTINGER, (L.), et KATZ, (D.), Les méthodes de recherche dans les sciences sociales, paris, PUF

Par ailleurs, Roger MUCCHIELI nous dit qu'échantillonner c'est :

*« Limiter l'enquête à un petit nombre de personnes (1/10 : ou 1/20, ou 1/200, ou 1/200, ou 1/2000etc. qui formera l'échantillon à l'intérieur de la population de l'enquête, telle qu'elle a été définie antérieurement »<sup>32</sup>*

Ainsi, pour des raisons d'efficacité, nous avons fait recours à la « **technique d'échantillonnage à choix raisonné** » préconisé par le même auteur dans des études de ce genre.

Cette technique consiste à cibler les informateurs clés qui donnent des informations claires qu'ils partagent avec leurs semblables pour éviter d'avoir les mêmes réponses.

Ainsi, nous avons constitué un échantillon de 20 journalistes affectés dans les rédactions de presse de : l'Agence Burundaise de Presse(ABP), la Radiotélévision Nationale du Burundi, le Journal Iwacu et la radio Isanganiro.

Ainsi donc, pour déterminer notre échantillon, nous avons procédé au hasard en choisissant des journalistes qui se trouvent sur la liste. Nous avons pris le 1<sup>er</sup>, le 3<sup>ème</sup>, le 5<sup>ème</sup> pour chaque organe de presse qui fait objet de notre étude. Nous avons réduit notre population au 14/100 pour plus d'efficacité.

**Tableau no 2 : Répartition de notre population d'enquête**

Organe de presse	Nombre de journalistes interrogés
ABP	5
RTNB	5
Journal Iwau	5
Radio Isanganiro	5
Total	20

Pour de plus amples renseignements, en plus des journalistes, nous avons eu des entretiens avec des entretiens avec quatre responsables des médias à savoir l'Agence Burundaise de presse, la RTNB, le journal en ligne Net Press et la radio Isanganiro.

Quatre Organisations de la société civile burundaises engagées dans le domaine de l'éducation pour tous ont aussi retenu notre attention.

<sup>32</sup> MUCCHIELI(R) op cit P.17

Il s'agit de l'Association des journalistes pour le Développement Humain Durable (AJDHD), l'Association pour la Protection et la promotion de l'Education des Enfants Indigents(APDEI), l'Association pour la Jeunesse en Mission de la paix pour le Développement(AJMP) et le Centre de Promotion et Appui au Développement Local(CPADIL)

Nous avons donc jugé important de nous tourner vers ces acteurs de la société civile étant donné qu'ils ont eux aussi des attentes vis- vis des médias par rapport au traitement de la thématique qui nous intéresse.

Comme nous l'avons dit plus haut, nous nous sommes référé à « *la théorie des Usages et gratifications* » qui est développée ces dernière années (c'est-à-dire ce que les gens font des médias étant donné qu'ils ont des intérêts et des motivations différentes.)

## **IIème PARTIE : PRESENTATION, ANALYSE ET INTERPRETATION DES RESULTATS**

### **Introduction**

Cette deuxième partie qui est constituée de cinq chapitres vise à présenter les résultats de notre recherche documentaire et les informations recueillies auprès des journalistes de quatre organes de presse à savoir la radio nationale, l'ABP, la RTNB et le journal Iwacu et à en faire une analyse par rapport à la thématique qui nous concerne.

Elle met en évidence la place de la thématique de l'éducation dans les productions médiatiques burundaises et les raisons qui sont à l'origine du faible engouement des médias envers les questions en rapport avec l'éducation pour tous et les pistes de solutions pour susciter davantage l'engouement des médias envers la thématique qui nous intéresse.

Après avoir groupé les réponses, nous avons procédé à une analyse quantitative et ensuite à une analyse qualitative.

Au niveau de l'interprétation, nous n'avons pas voulu reproduire textuellement nos indicateurs sous forme de phrases, c'est pourquoi nous avons préféré transformer ces indicateurs sous forme de petits titres très brefs mais significatifs.

Toutes ces informations ont été présentées dans un tableau synoptique présentant les thèmes, les sous-thèmes et les indicateurs.

Ainsi donc, le 1<sup>er</sup> chapitre qui est le fruit de notre recherche documentaire portera sur « la place de l'éducation dans les productions médiatiques burundaise »

Les quatre autres chapitres qui sont le fruit des entretiens que nous avons eus avec nos sujets d'enquêtes porteront respectivement sur :

- « Le traitement de la thématique de l'éducation pour tous dans les médias burundais ».
- « Le déficit de sensibilisation des professionnels des médias sur le concept de l'éducation pour tous ».
- « La problématique d'accès aux sources d'information autorisées dans le traitement des sujets relatifs à l'éducation pour tous »

- « Les pistes de solutions pour susciter davantage l'engouement des médias envers la thématique de l'éducation pour tous »

### **Chapitre 1. La place de « la thématique de l'éducation dans les productions médiatiques burundaises ».**

La place de la thématique de l'éducation dans les productions médiatiques burundaises a été dévoilée par le rapport du Conseil National de la Communication (CNC) du 3<sup>ème</sup> trimestre 2018-2019.

En d'autres termes, ce rapport montre la véritable place de la thématique qui nous concerne dans les productions médiatiques burundaises au niveau de la presse écrite et de la presse parlée.

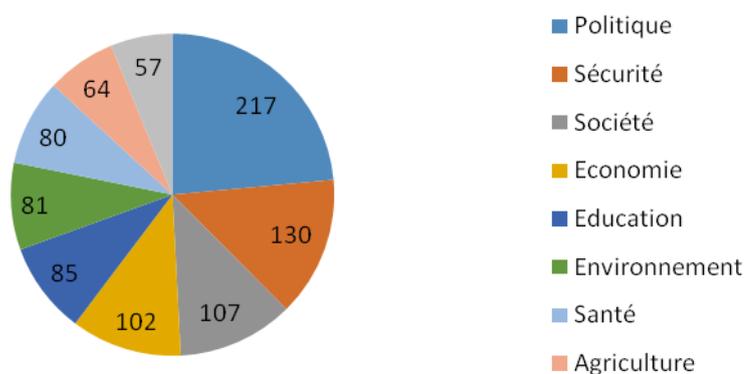
Ce rapport est illustré par deux tableaux et diagrammes ci-dessous.

**Tableau N°3 : Analyse thématique des journaux parlés** (source : rapport du CNC du 3<sup>ème</sup> trimestre 2018\*2019)

<b>Médias</b>	RN	RIS	RR	NDE	RC	CCIB	RS	RM	RFI	<b>Tot</b>
Politique	36	59	88	5	20	7	1	0	1	<b>217</b>
Sécurité	13	49	43	4	17	3	0	0	1	<b>130</b>
Société	10	32	24	6	22	7	4	2	0	<b>107</b>
Economie	8	43	20	3	10	18	0	0	0	<b>102</b>
Education	5	33	14	19	11	1	2	0	0	<b>85</b>
Environnement	7	38	19	0	12	3	0	2	0	<b>81</b>
Santé	8	37	12	4	14	5	0	0	0	<b>80</b>
Agriculture	5	24	22	5	6	2	0	0	0	<b>64</b>
Justice	4	31	13	0	5	2	1	0	1	<b>57</b>
Coopération	7	17	18	2	2	2	0	0	0	<b>48</b>
Gouvernance	1	17	18	0	8	2	1	0	0	<b>47</b>
Médias	6	11	8	1	9	1	1	0	0	<b>37</b>
Sport	8	13	7	0	4	3	1	0	0	<b>36</b>
Genre	1	10	5	6	3	6	0	0	0	<b>31</b>
Culture	5	9	2	1	6	6	0	0	0	<b>29</b>
Religion	3	1	4	0	0	1	0	14	0	<b>23</b>
EAC	0	9	9	0	2	0	0	0	0	<b>20</b>

DH	3	2	6	0	2	1	0	0	0	<b>14</b>
Transport	2	5	1	0	3	0	0	0	0	<b>11</b>
Autres	1	2	2	0	2	1	0	0	0	<b>8</b>
Conflits fonciers	0	4	0	1	2	1	0	0	0	<b>8</b>
Enfance	0	1	2	0	0	1	0	0	0	<b>4</b>
Tourisme	0	1	1	1	0	0	0	0	0	<b>3</b>
Energie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>3</b>
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>1245</b>							

**Graphique n° 1: Effectif des sujets par thématique**



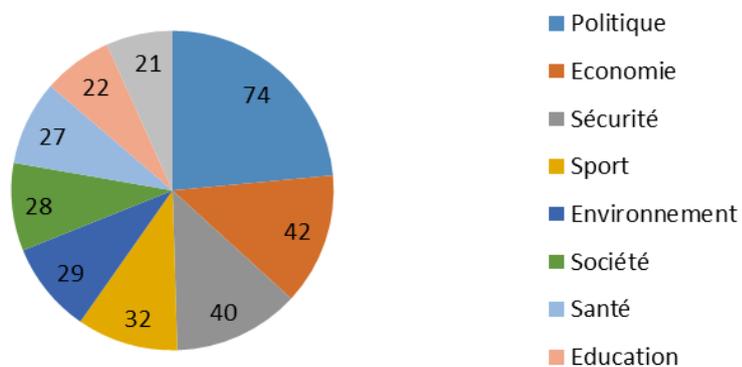
**Tableau no 4 : Analyse thématique des journaux imprimés et électroniques**  
(source : rapport du CNC du 3<sup>ème</sup> trimestre 2018-2019)

Médias	JR	JL	SI	NP	VOA	S. G	ABP	TOT
Politique	20	28	6	15	2	1	2	<b>74</b>
Economie	24	16	0	1	0	0	1	<b>42</b>
Sécurité	13	8	1	16	0	0	2	<b>40</b>
Sport	10	22	0	0	0	0	0	<b>32</b>
Environnement	16	11	0	1	0	0	1	<b>29</b>
Société	9	15	0	4	0	0	0	<b>28</b>

Santé	13	10	0	2	0	0	2	<b>27</b>
Education	10	6	0	3	1	1	1	<b>22</b>
Justice	9	6	0	6	0	0	0	<b>21</b>
EAC	5	11	4	0	0	0	0	<b>20</b>
Coopération	7	4	1	2	1	0	3	<b>18</b>
Agriculture	6	9	0	0	0	0	2	<b>17</b>
Genre	6	6	1	0	0	0	3	<b>16</b>
Culture nationale	3	9	0	0	0	0	0	<b>12</b>
Autres	5	6	0	0	0	0	0	<b>11</b>
Religion	4	6	0	0	0	0	0	<b>10</b>
Gouvernance	4	3	0	0	0	0	2	<b>9</b>
DH	2	5	0	2	0	0	0	<b>9</b>
Enfance	1	2	0	0	0	0	1	<b>4</b>
Médias	3	1	0	0	0	0	0	<b>4</b>
Transport	1	2	0	0	0	0	0	<b>3</b>
Conflits fonciers	0	2	0	0	0	0	0	<b>2</b>
Tourisme	2	0	0	0	0	0	0	<b>2</b>
Médias	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>173</b>	<b>188</b>	<b>13</b>	<b>52</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>20</b>	<b>452</b>

J.I : Journal Iwacu, JR : Journal Le Renouveau, JBE : Journal Burundi Eco, S VOA : Site de la VOA, S Itara : Site ITARA, S GAHUZA : Site de la BBC

**Graphique 2 : Effectif des sujets par thématique**



En effet, la lecture du tableau N° 3 nous laisse voir que sur 1245 sujets qui ont été traités par 9 radios qui ont été prises pour échantillon, dans les journaux parlés, il n'y a que **85 sujets en rapport avec l'Education** qui ont été traités, soit **6, 82% des thématiques exploitées**.

Ce rapport produit par le CNC montre aussi que « la thématique de l'Education » ne suscite pas d'engouement dans les journaux imprimés et électroniques.

En effet, les données figurant au tableau N° 4 montre que sur un total de 452 sujets traités dans 7 journaux pris pour échantillon, il n'y a que 22 sujets en rapport avec l'Education qui ont été traités soit 4,86% du total des sujets traités.

A la lecture de ces tableaux, nous constatons par contre plus d'importance à l'actualité politique (217 sujets) à l'actualité sécuritaire (130 sujets), et l'actualité en rapport avec la société (107sujets).

Cette thématique qui nous concerne vient en 5<sup>ème</sup> position après l'actualité politique, la sécurité, la société et l'actualité économique.

**En conclusion, après analyse approfondie des données qui se trouvent dans les tableaux n° 3 et 4, force est de constater que la thématique de l'Education non moins importante ne suscite pas beaucoup d'engouement envers les médias burundais. Ces derniers accordent plus d'importance à l'actualité politique et sécuritaire.**

Dans les lignes suivantes nous allons montrer les entraves à l'émergence de cette thématique dans les productions médiatiques ainsi que les solutions à y apporter.

Tableau n° 5 : Tableau synoptique des thèmes, sous-thèmes et indicateurs

Thèmes	Sous- thèmes	Indicateurs
1. Traitement de la thématique « Education pour tous » dans les médias	1. Position des journalistes par rapport aux sujets relatifs à l'éducation	1. je suis intéressé par la thématique de l'éducation pour tous 2. je ne suis pas du tout intéressé par la thématique de l'éducation pour tous 3. je suis très intéressé par la thématique de l'éducation pour tous
	2. Niveau du traitement de la thématique « Education pour tous dans les médias	Jamais Souvent Rarement occasionnellement
	3. Nécessité pour les journalistes de traiter en priorité les sujets relatifs à l'éducation pour tous	1. Oui, je sens la nécessité de participer à une séance de sensibilisation sur l'éducation pour tous 2. Non, je ne sens pas la nécessité de participer à une séance de sensibilisation sur l'éducation pour tous
	4. Difficultés rencontrées par les journalistes dans le traitement des sujets relatifs à l'éducation pour tous	1. Les autorités scolaires publiques et privées refusent de s'exprimer 2. Indisponibilité des spécialistes en éducation 3. Les sources officielles qui refusent de s'exprimer

		<p>4. Absence de documentation nécessaire</p> <p>5. Les intervenants dans le domaine de l'éducation qui racontent des mensonges pour satisfaire le gouvernement</p>
<p><b>2. Déficit de Sensibilisation des professionnels des médias sur le concept de l'Education pour tous</b></p>	<p>1. Faible participation des professionnels des médias aux séances d'information sur l'éducation pour tous.</p>	<p>1) J'ai déjà participé à une séance de sensibilisation sur l'éducation pour tous</p> <p>2) je n'ai pas encore l'occasion de participer une séance de sensibilisation sur l'éducation pour tous</p>
	<p>2..Intérêt pour les journalistes à participer aux séances de sensibilisation sur l'éducation pour tous</p>	<p>1. Oui, je souhaite prendre part à une séance de sensibilisation sur l'éducation pour tous.</p> <p>2. Non, je ne prendre part à une séance de sensibilisation sur l'éducation pour tous.</p>
	<p>3. La méconnaissance des textes nationaux et internationaux qui garantissent le droit à l'éducation pour tous</p>	<p>1) Les textes nationaux et internationaux qui garantissent le droit à l'éducation pour tous me sont connus</p> <p>2) Les textes nationaux et internationaux qui garantissent le droit à l'éducation pour tous ne me sont pas connus</p>
	<p>3. Intérêt de l'éducation pour tous par rapport à d'autres thématiques</p>	<p>1. Bonne gouvernance</p> <p>2. Politique</p> <p>3. Santé</p> <p>4. Sport.</p>

		5. Education 6. Environnement 7.Sécurité
<b>3. La problématique d'accès aux sources d'information autorisées</b>	1. Manque d'interlocuteurs pour les sujets relatifs à l'éducation pour tous	1. Oui, je trouve facilement des interlocuteurs lors que je traite les sujets relatifs à l'éducation pour tous  2. Non, je ne trouve pas facilement d'interlocuteurs lors que je traite les sujets relatifs à l'éducation pour tous.

Comme nous l'avons annoncé précédemment, ce tableau synoptique nous a permis de regrouper les réponses de nos sujets sous- forme d'indicateurs.

Dans les chapitres qui suivent, nous aurons à analyser quantitativement la part de chaque indicateur dans le faible engouement des médias envers la thématique « de l' Education pour tous ».

## **CHAPITRE 2. TRAITEMENT DE LA THEMATIQUE DE L'EDUCATION POUR TOUS DANS LES MEDIAS**

Dans le présent chapitre, il a été question de montrer la position des journalistes par rapport aux sujets relatifs à l'éducation, le niveau du traitement des sujets relatifs à l'éducation pour tous dans les médias , la nécessité pour les journalistes de traiter en priorité les sujets relatifs à l'éducation pour tous et les difficultés rencontrées par les journalistes dans le traitement des sujets relatifs à l'éducation pour tous.

### ***2.1. Position des journalistes par rapport aux sujets relatifs à l'éducation pour tous***

Les entretiens que nous avons eus avec nos sujets nous ont permis de connaître la position des journalistes par rapport aux sujets relatifs à l'éducation pour tous.

Ainsi, certains de nos enquêtés sont intéressé par les sujets relatifs à l'éducation pour tous, d'autres ne sont pas du tout intéressé par cette thématique alors que d'autres ne sont pas du tout intéressés par cette thématique.

**Tableau n°6 : Présentation des indicateurs et leurs fréquences au niveau du sous- thème 1**

Indicateurs	Fréquences	Pourcentages
1. Je suis intéressé par les sujets relatifs à l'éducation pour tous	16	80 %
2. Je ne suis pas du tout intéressé par les sujets relatifs à l'éducation pour tous	3	15%
3. Je suis très intéressé par les sujets relatifs à l'éducation pour tous	1	5%
Total	20	100%

A travers ce tableau, nous constatons que 16 sujets sur 20, soit 80 % de nos enquêtés affirment qu'ils sont intéressés par de la thématique de « l'Education pour tous ». Par contre, 3 de nos enquêtés soit 15 % disent qu'ils ne sont pas du tout intéressés par de cette thématique.

Nous remarquons aussi qu'un de nos enquêtés, soit 5% affirment qu'ils sont très intéressés par la thématique de l'Education pour tous.

Quelle interprétation pouvons- nous donner à une telle situation ?

Plusieurs raisons militent en faveur de l'intérêt à porter à la thématique de l'Education pour Tous.

En effet un de nos sujets nous révèle ce qui suit :

*« Nul n'ignore l'importance de l'éducation pour tous. Le rôle d'un journaliste est prépondérant dans la sensibilisation ».*

A un autre sujet d'ajouter que :

*« L'accès à une éducation de qualité occupe une bonne place parmi les objectifs de développement durable à travers le monde. Je reste convaincu que le développement de toute nation passe par l'éducation de son peuple ».*

Deux autres enquêtés nous ont révélé ce qui suit :

*« Je suis intéressé par la thématique de l'éducation pour tous car, l'éducation est le socle du développement. .... L'éducation pour tous est un sujet intéressant car, c'est un droit pour chaque enfant et nécessite un suivi pour éviter la discrimination ».*

Les explications qui ont été fournies par nos enquêtés justifient amplement les proportions de 80% et de 1% que représentent respectivement les professionnels des médias qui sont intéressés ou très intéressés par la thématique de l'éducation pour tous.

C'est aussi normal que dans une rédaction de presse, il y ait des journalistes qui ne soient pas intéressés par l'un ou l'autre thématique. C'est ce qui explique les 15% des enquêtés qui affirment ne pas du être intéressé par la thématique de l'éducation pour tous.

Force est donc de constater que l'analyse quantitative et qualitative des résultats obtenus au niveau du 1<sup>er</sup> sous- thème confirme déjà que nos sujets sont conscients de l'importance de la thématique de l'éducation et que par conséquent les raisons du faible volume des productions médiatiques relatives à cette thématique sont à chercher ailleurs.

**Cela infirme déjà notre 1<sup>ère</sup> hypothèse de recherche selon laquelle :**

*« Les journalistes burundais, s'intéressent de moins en moins à la thématique de l'Education pour tous parce qu'ils n'y trouvent pas de compte immédiat ».*

## **2.2. Niveau du traitement de la thématique « Education pour tous dans les médias**

**Tableau n°7 : Présentation des indicateurs et leurs fréquences au niveau du sous- thème N° 2**

<b>Indicateurs</b>	<b>Fréquences</b>	<b>Pourcentages</b>
1. Il ne m'arrive jamais de traiter la thématique « éducation pour tous »	1	5%
2. Il m'arrive souvent de traiter la thématique « éducation pour tous »	3	15%
3. Il m'arrive rarement de traiter la thématique « éducation pour tous »	4	20%
3. Il m'arrive occasionnellement traiter la thématique « éducation	12	60%

pour tous »		
Total	20	100%

La thématique de « l'éducation pour tous » est traitée occasionnellement par la majorité de nos enquêtés (60%), et est traitée rarement par 20 % de nos enquêtés.

Par ailleurs, 5% de nos enquêtés affirment qu'il ne leur arrive jamais de traiter les sujets relatifs à l'éducation pour tous.

En effet, lors que 60% des journalistes interrogés affirment qu'ils traitent rarement les sujets relatifs à l'éducation pour tous, c'est normal que le volume des productions médiatiques sur cette thématique ne puisse pas s'accroître.

Ces indicateurs qui ont été évoqués par nos sujets d'enquête expliquent en partie le faible volume des productions médiatiques sur la thématique de l'éducation qui est une réalité comme le laisse voir le rapport du CNC du 3<sup>ème</sup> trimestre 2018- 2019 que nous avons mentionné plus haut.

A ce sujet un des responsables des médias nous révéla ce qui suit :

*« En dehors du concours national, de l'examen d'Etat qui sont des périodes cruciales pour le secteur de l'Education, il y a rarement des communications de la part des autorités du ministère en charge de l'Education »<sup>33</sup>*

En conclusion à ce sous-thème, nous pouvons dire que la fréquence du traitement de la thématique de l'éducation pour tous laisse à désirer et les entraves à son émergence méritent d'être identifiées et brisées pour une meilleure communication sur le domaine de l'éducation pour tous.

### **2.3. Nécessité pour les journalistes de traiter en priorité les sujets relatifs à l'éducation pour tous**

**Tableau n°8 : Présentation des indicateurs et leurs fréquences au niveau du sous- thème n°3**

Indicateurs	Fréquences	Pourcentages
1.Oui, je sens la nécessité de traiter la thématique « éducation pour tous »	18	80%

<sup>33</sup> Propos de l'un des responsables des médias interviewé.

2. Non , je ne sens pas la nécessité de traiter les sujets relatifs à la thématique de « éducation pour tous »	2	20%
Total	20	100%

La lecture de ce tableau nous montre que 80% de nos sujets sentent la nécessité de traiter en priorité les sujets relatifs à l'éducation pour tous alors que 20% des personnes interrogées ne voient pas la nécessité de traiter en priorité les sujets relatifs à l'éducation pour tous.

Les informations fournies par nos sujets montrent combien ces derniers accordent une grande importance à la thématique de l'éducation pour tous.

A ce sujet certains de nos enquêtés se sont exprimés dans ces termes :

*« L'éducation, est une priorité dans un pays pour préparer le terrain de l'avenir, les sujets relatifs à l'éducation sont d'une importance capitale pour la vie d'un pays. Il faut investir dans l'éducation ».*

Un de nos sujets estime pour sa part que :

*« Les sujets relatifs à l'éducation sont nécessaires surtout pour accompagner le Gouvernement qui a introduit la gratuité de la scolarité pour favoriser l'éducation pour tous ».*

A un autre sujet de préciser que :

*« L'éducation c'est la boussole, l'orientation pour la vie, le développement des pays et des peuples. Ne pas traiter de ces sujets c'est participer à l'entraînement du pays dans l'ignorance ».*

En conclusion, les résultats qui se trouvent au tableau no 8 prouvent que la réalisation du droit à l'éducation pour tous est une question qui hante les professionnels des médias, contrairement à l'idée que nous nous faisons au départ.

Cela montre encore une fois de plus, qu'il existe des facteurs exogènes qui entravent à l'émergence de cette thématique dans les productions médiatiques burundaises.

**Ces résultats infirment aussi notre hypothèse de travail selon laquelle :**

*« Les journalistes burundais, s'intéressent de moins en moins à la thématique de l'Education pour tous parce qu'ils n'y trouvent pas de compte immédiat ».*

## 2.4 Difficultés rencontrées par les journalistes dans le traitement des sujets relatifs à l'éducation pour tous

**Tableau n°9 : Présentation des indicateurs et leurs fréquences au niveau du sous- thème no 4**

Indicateurs	Fréquences	Pourcentages
1. Les autorités scolaires publiques et privées qui refusent de parler aux journalistes	4	20%
2 Indisponibilité des spécialistes en éducation	4	20%
Les intervenants dans le domaine de l'éducation qui racontent des mensonges pour satisfaire le gouvernement	1	5%
4. Les sources officielles qui refusent de s'exprimer	6	30%
5. Absence de documentation nécessaire	2	10%

La lecture de ce tableau nous laisse voir que les difficultés liées au traitement des sujets relatifs à l'éducation pour tous sont de plusieurs ordres.

Nos sujets notent notamment le cas des autorités scolaires publiques et privées qui refusent de parler aux journalistes et l'indisponibilité des spécialistes de l'éducation. Ces derniers sont dans les proportions de 20% des sujets interrogés.

D'autres difficultés soulevées par nos sujets concernent les intervenants dans le domaine de l'éducation qui racontent des mensonges pour satisfaire le gouvernement (5%), les sources officielles qui refusent de s'exprimer et l'absence de la documentation nécessaire. Ces difficultés sont dans l'ordre de 30% et 10%.

L'analyse qualitative de ces résultats nous laisse donc voir que certains de nos enquêtés éprouvent d'énormes difficultés dans le traitement des sujets relatifs à l'éducation pour tous suite au manque de sources autorisées et au manque de documentation nécessaire.

Force est donc de constater que la sensibilisation des acteurs impliqués dans le domaine de l'éducation sur le bien-fondé de donner l'information revêt un caractère urgent.

Aussi, les détenteurs de l'information (acteurs impliqués dans le domaine de l'éducation) devraient savoir que ça ne sert à rien de donner une fausse information mais qu'ils ont l'obligation de dire uniquement la vérité pour ne pas tromper le public.

C'est une situation qui n'est pas de nature à favoriser l'accroissement du volume des productions médiatiques sur la thématique qui nous concerne étant donné que les journalistes ne peuvent pas deviner des informations ou publier des informations déséquilibrées.

**Cela confirme déjà notre hypothèse de recherche selon laquelle :**

**« Les journalistes burundais, s'intéressent de moins en moins à la thématique « de l'éducation pour tous » par manque d'interlocuteurs ».**

### **CHAPITRE 3. DEFICIT DE SENSIBILISATION DES PROFESSIONNELS SUR LE CONCEPT DE L'EDUCATION POUR TOUS**

#### **3.1. Faible participation des professionnels des médias aux séances d'information-Sensibilisation sur l'éducation pour tous.**

**Tableau n°10 : Présentation des indicateurs et leurs fréquences au niveau du sous – thème no 1**

<b>Indicateurs</b>	<b>Fréquences</b>	<b>Pourcentages</b>
1. Oui, j' ai déjà pris part à une séance de sensibilisation sur l' éducation pour tous	5	25 %
2. No, je n' ai pas encore eu la chance de prendre part à une séance de sensibilisation sur l' éducation pour tous	15	75%
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>100%</b>

L' analyse quantitative des résultats qui figurent dans ce tableau nous montre que la grande majorité des personnes interrogées(75%) n' ont pas encore eu la chance de prendre part à des séances de sensibilisation sur l' éducation pour tous alors que 25% de

nos sujets affirment qu' ils ont déjà eu la chance de prendre part à des séances de sensibilisation sur l' éducation pour tous.

La sensibilisation- formation sur le concept de l'éducation pour tous est très essentielle pour un professionnel des médias ou un autre citoyen pour participer activement à la défense de ce droit qui est inaliénable.

*« Lors qu'on demande à un journaliste de produire un article de presse sur un sujet en rapport une thématique qu'il ne maîtrise pas, on court le risque de ne pas avoir une information bien fouillée, qui ne répond pas aux attentes du public que le journaliste est sensé de servir ». Il importe donc que les journalistes soient préalablement sensibilisés sur la thématique de l'éducation pour tous pour qu'ils puissent à leur tour sensibiliser le reste de la population.*

*Cette tâche incombe au ministère en charge de l'Education et aux organisation engagées dans ce domaine », a nous a confié un des responsables des médias au cours de notre entretien.*

En conclusion l'analyse quantitative des résultats qui se trouvent dans ce tableau confirme le déficit d'information- sensibilisation sur l'éducation pour tous dans les professionnels des médias burundais. Une telle situation ne pas de nature à favoriser l'émergence de cette thématique dans les productions médiatiques burundaises.

***Cela confirme déjà notre hypothèse de recherche selon laquelle :***

***« Les journalistes des médias burundais ne s'intéressent pas beaucoup à la thématique « de l'Education pour Tous car, ils n'ont pas d'informations suffisantes sur le concept de l'Education pour tous ».***

### **3.2. Intérêt des journalistes à participer aux séances de sensibilisation-formation sur le Concept de l'éducation pour tous**

**Tableau n°11 : Présentation des indicateurs et leurs fréquences au niveau du sous- thème n°2**

<b>Indicateurs</b>	<b>Fréquences</b>	<b>Pourcentages</b>
1. Oui, je souhaite participer aux séances de sensibilisation sur le concept de l'éducation pour tous	19	95%
2. Non, je ne souhaite	1.	5%

prendre part à une séance de sensibilisation sur le concept de l'éducation pour tous		
Total	20	100%

L'analyse quantitative des résultats qui se trouvent dans le tableau n° 11 nous révèle que 95% des personnes interrogées souhaitent prendre part à des séances de sensibilisation-information sur le concept de l'éducation pour Tous.

Par contre, 5% d'entre eux ne sentent pas le besoin de prendre part à des séances de sensibilisation-formation sur le concept de l'éducation pour tous.

Quel commentaire peut – on faire à cela ?

Les réponses qui ont été données par nos sujets prouvent à suffisance que la sensibilisation – information des professionnels des médias est plus que nécessaire.

La formation- sensibilisation des professionnels des médias sur ce concept pourrait donc pallier au faible volume des productions médiatiques sur la thématique de l'éducation pour tous.

Cela est d' autant vrai que le jour où les journalistes seront formés et sensibilisés sur cette thématique, les sujets en rapport avec cette thématiques seront davantage proposés et défendus au cours des conférences de rédaction de presse.

En conclusion à ce sous – thème, il y a lieu de constater que les professionnels des médias tendent les mains aux autres acteurs impliqués dans la promotion de l'éducation pour tous pour qu'ils soient associés dans la lutte pour la promotion de l'éducation pour tous pour un meilleur rendement. « L'union fait la force, dit-on »

### **3.3. La méconnaissance des textes qui garantissent le droit à l'éducation pour tous**

**Tableau n°12 : Présentation des indicateurs et leurs fréquences au niveau du sous- thème no 3**

<b>Indicateurs</b>	<b>Fréquences</b>	<b>Pourcentages</b>
1.Les textes qui garantissent le droit à l' éducation pour tous me sont connus.	3	85%
2. Non , les textes qui	17	15%

garantissent le droit à l'éducation pour tous ne me sont connus		
Total	20	100%

L'analyse quantitative de ces résultats nous laisse voir que 85% de nos enquêtés n'ont pas encore pris connaissance des textes nationaux et internationaux qui garantissent le droit à l'éducation pour tous.

Par contre, 15% de nos sujets affirment avoir déjà pris connaissance des textes qui garantissent le droit à l'éducation pour tous.

« *Même la plus belle fille ne peut donner que ce qu'elle a* », dit-on. Pour le sujet qui nous occupe donc, le journaliste qui a entre autres mission de former et d'informer aura des difficultés à traiter des sujets en rapport avec l'éducation pour tous du moment qu'il n'a pas d'information suffisante sur cette notion.

D' où la nécessité d'organiser des séances d'information- sensibilisations des professionnels des médias sur les textes qui garantissent le droit à l'éducation pour tous.

Encore une fois, cette méconnaissance des textes régissant le droit à l'éducation pour explique en partie le manque d'engouement de la thématique de l'éducation dans les productions médiatiques burundaises.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, pour qu'un sujet soit traité, il doit avoir été proposé et défendu par un journaliste.

Cette situation nous rappelle le rôle du *gate keeper* qui, comme nous l'avons dit plus haut, est « *un professionnel des médias, un sélectionneur au plan médiatique, qui donne ou non, l'accès, grâce aux médias, à un certain nombre d'informations. Il exerce une médiation.*

En conclusion, l'analyse qualitative et quantitative des données se trouvant dans le tableau ci- dessus prouve encore une fois à suffisance que le déficit en formation- sensibilisation des professionnels des médias sur le concept de l'éducation pour tous est une réalité. Une telle situation n'est pas non plus de nature à favoriser l'engouement des médias burundais envers cette thématique.

### 3.4. L'intérêt de l'éducation pour tous par rapport à d'autres thématiques

**Tableau 13 : Présentation des indicateurs et leurs fréquences au niveau du sous- thème no 4**

Indicateurs	Fréquences	Pourcentages
1. Bonne gouvernance	2	10%
2. Environnement	5	25%
3. Education	4	20%
4. Santé	2	10%
5. politique	6	30%
6. Sécurité	1	5%
7. Sport	1	5%
Total	20	-

La lecture de ce tableau nous montre que c'est l'actualité politique (30%) qui intéresse le plus nos sujets. Elle est suivie par l'environnement (25%) et l'éducation (20%). Ces thématiques sont suivies par la santé et la bonne gouvernance (10%) ainsi que la sécurité et le sport (5%).

#### **Quelle explication faut- il donner à une telle situation ?**

Les réponses fournies par nos enquêtés montrent que malgré l'attachement des professionnels des médias à la réalisation du droit à l'éducation pour tous, il existe des entraves au traitement de cette thématique dans les médias burundais.

Force est donc de constater que nos sujets n'accordent pas à la thématique de l'éducation la place qu'elle mérite mais que plutôt qu'ils s'intéressent plus à d'autres thématiques comme la politique et l'environnement

Certaines des entraves à l'émergence de cette thématique ont été développées dans les chapitres qui précèdent.

Une large sensibilisation- formation des professionnels des médias s'impose pour que la thématique de l'éducation pour tous soit placée dans la place qu'elle mérite dans les productions médiatiques burundaises.

En définitive, l'analyse quantitative et qualitative des tableaux, 9, 10 et 11 nous montre que la grande majorité de nos enquêtés souffrent d'un déficit de formation – sensibilisation sur la thématique de l'éducation pour tous

**Cela confirme notre hypothèse selon laquelle :**

*« Les journalistes des médias burundais ne s'intéressent pas beaucoup à la thématique de l'Education pour Tous car, ils n'ont pas d'informations suffisantes sur le concept de l'éducation pour tous ».*

#### CHAP 4. LAPROBLEMATIQUE LIEE A L'ACCES AUX SOURCES D'INFORMATION AUTORISEES

##### 4.1. La problématique liée aux interlocuteurs pour les sujets relatifs à l'éducation pour tous

**Tableau n° 14 : Présentation des indicateurs et leurs fréquences au niveau du sous- thème 1**

Indicateurs	Fréquences	Pourcentages
1. Oui, je trouve facilement des interlocuteurs pour les sujets relatifs à la thématique « éducation pour tous »	5	25%
2. Non, je ne trouve pas facilement d'interlocuteurs pour les sujets relatifs à la thématique « éducation pour tous »	15	75%
Total	20	100%

La majorité de nos sujets (75%) ne trouvent pas facilement d'interlocuteurs lorsqu' ils traitent les sujets relatifs à l'éducation pour tous. Ces interlocuteurs peuvent être des autorités du ministère en charge de l'éducation des experts en éducation ou des leaders des organisations de la société civile engagées dans le domaine de l'éducation pour tous.

Par contre, l'analyse quantitatives de ces résultats nous montre que 25% de nos enquêtés trouvent facilement des interlocuteurs lorsqu' ils traitent les sujets relatifs à l'éducation pour tous.

Le manque d'interlocuteurs dans le traitement des sujets relatifs à la thématique de l'éducation pour tous explique aussi le faible engouement des médias envers cette thématique. Ce qui entraîne un faible volume des productions médiatiques sur la même thématique.

Car, la collecte d'une information suppose l'existence d'une source autorisée.

A ce sujet, voici le contenu des entretiens de certains des journalistes avec qui nous sommes entretenus :

*« Avoir des sources autorisées reste un problème..... Trouver les responsables scolaires est un casse-tête ».*

*« Les responsables du ministère en charge de l'éducation n'acceptent pas de s'exprimer lors que nous les contactons. Aussi Les personnes ressources sont rares. Des fois les spécialistes en la matière refusent de s'exprimer. »*

Certains de nos sujets regrettent aussi le désengagement de certaines organisations qui contribuent à la réalisation du droit à l'éducation pour tous qui des fois acceptaient de s'exprimer aux micros des journalistes.

*« Même les ONGs telle que Handicap Internationale ont fermé les portes. Il y a un manque réel d'intervenants et le peu qu'il y a refusent de parler ».*

*« On a des difficultés pour trouver facilement les responsables publics ou privés qui s'occupent de l'éducation et si on les trouve, ils n'aiment pas donner des informations aux journalistes »,* nous a révélé un autre sujet.

Ce manque d'interlocuteurs est aussi constaté par les quelques responsables des médias

*« Il nous est arrivé plusieurs fois d'abandonner des sujets de reportages relatifs à l'éducation par manque de sources officielles. C'est un problème réel ».*

A un autre de préciser :

*« Il y a un problème réel de communicateurs qui ne répondent pas spontanément aux sollicitations de nos journalistes »*

A Un autre responsable d'un médium de dire : *« Je conseillerais aux responsables du ministère en charge de l'éducation d'être plus communicatif qu'ils ne le sont au jour' hui ».*

Force est donc de constater que l'analyse quantitative et qualitative des résultats obtenus au niveau du tableau No 14 confirme déjà que le manque d'interlocuteurs pour la

thématique de « l'éducation pour tous » est évident dans les rédactions de presse burundaise tant écrite que parlée.

La situation se présente ainsi alors que la loi régissant la presse au Burundi en son article 45 garantit aux journalistes le libre accès aux sources d'information.

Ce dernier est ainsi libellé :

*« Le journaliste exerce son métier en toute indépendance et en toute responsabilité sur l'ensemble du territoire nationale du Burundi. Dans l'exercice de son activité, il a le libre accès aux sources d'information et peut enquêter librement sur les faits de la vie publique ».*<sup>34</sup>

En définitive, l'analyse quantitative et qualitative du tableau no 14 nous montre que la grande majorité de nos enquêtés (75%) ne trouvent pas facilement d'interlocuteurs lorsqu'ils traitent les sujets relatifs à l'éducation.

**Cela confirme notre hypothèse selon laquelle :**

*« Les journalistes burundais, s'intéressent de moins en moins à la thématique « de l'éducation pour tous » par manque d'interlocuteurs ».*

#### **4.2. Relations professionnelles entre professionnels des médias-Acteurs engagés dans le domaine de l'Education pour tous**

**Tableau n°15 : Présentation des indicateurs et leurs fréquences**

<b>Indicateurs</b>	<b>Fréquences</b>	<b>Pourcentages</b>
1. Oui, j'ai les téléphones de contact des acteurs impliqués dans le domaine de l'éducation pour tous.	10	50%
2. Non, je n'ai pas de téléphones de contact des	10	50%

<sup>34</sup> Loi N° 1/019 du 14 septembre 2018 portant modification de la Loi n° 1/15 du 19 mai 2015 régissant la presse au Burundi

acteurs impliqués dans le domaine de l'éducation pour tous. « éducation pour tous »		
Total	20	100%

L'analyse quantitative de ces résultats nous laisse voir que 50% de nos sujets ont des téléphones de contact des acteurs impliqués dans le domaine de l'éducation pour tous alors 50% n'en ont pas.

Quel commentaire pouvons- nous faire par rapport à cette situation ?

Si 50% des journalistes interrogés n'ont pas de numéros de téléphone des acteurs engagés dans le domaine de l'éducation, cela signifie tout simplement ces acteurs ne se trouvent pas dans les carnets d'adresse des sources d'informations des sources d'information de ces professionnels des médias.

Dans ces conditions, les activités en rapport avec l'éducation pour tous seront rarement couvertes car, le 1<sup>er</sup> réflexe de tout journaliste c'est de consulter tous le matin, son carnet d'adresse de ses sources d'information.

Ainsi donc, les journalistes qui n'ont pas de numéros de téléphone des acteurs impliqués dans le domaine de l'éducation pour tous, vont attendre les activités pédagogiques de grande envergure comme la rentrée scolaire, le concours nationale ou l'examen d'Etat pour parler le l'éducation pour tous.

Par contre, les entretiens que nous avons eu avec les responsables des médias nous nos permis de savoir que téléphones de contacts des leaders des formations politiques sont largement connus des professionnels des médias.

D' où la nécessité pour les acteurs impliqués dans le domaine de l'éducation pour tous d'avoir des points focaux « gate keepers » dans les médias.

En conclusion à ce sous- thème, les relations professionnelles entre les professionnels des médias et les acteurs impliqués dans le domaine de l'éducation méritent d'être renforcé.

La circulation de l'information suppose le contact régulier entre le journaliste et ses sources d'information. Cette situation explique encore une fois le faible engouement des médias burundais envers la thématique de l' Education pour Tous.

**Chapitre 5. PISTES DE SOLUTIONS POUR ACCROITRE L' ESPACE MEDIATIQUE RESERVE AUX SUJETS RELATIFS A LA THEMATIQUE DE L'EDUCATION POUR TOUS**

Le présent chapitre est consacré aux pistes de solutions visant non seulement à susciter davantage l'intérêt des médias envers la thématique est par conséquent à accroître le volume des productions médiatiques sur cette thématique qui nous intéresse.

Notre sujet de recherche, faut – il le rappeler, porte sur « *la place de l'éducation pour tous dans les productions médiatiques burundaises* ».

Ces pistes de solution résultent des entretiens qui nous avons eus avec les professionnels des médias, le responsables des médias et des leaders des organisations de la société civile burundaise engagées dans la promotion de l'éducation pour tous.

Ces pistes de solutions constituent aussi une solution aux multiples défis liés au traitement des sujets de reportage dans les médias qui ont été soulevés par les professionnels des médias.

Ce sont en quelque sorte des actions qui devraient être mené d' une part, par les organisations de la Société civile burundaise regroupées au sein de la Coalition BAFASHEBIGE éducation pour tous, les responsables du secteur de l'Education et les Médias d' autre part.

### **5.1 Les actions qui devraient être mené par la Coalition BAFASHEBIGE et d'autres organisations engagées dans le domaine de l'éducation pour tous**

- 1) Concevoir et mettre en œuvre une stratégie de communication sur l'éducation pour tous.

*« La mobilisation sociale, communautaire travers les médias ne suffit pas., En matière de communication , la réalisation du droit à l' éducation nécessite exige une stratégie de communication bien pensée , qui serait une boussole permettant de mobiliser et d'orienter les actions des différents partenaires »<sup>35</sup>*

- 2) Organiser des séances de formation- sensibilisation des professionnels et des responsables des médias sur le concept de l'éducation pour tous.

---

<sup>35</sup> Propos de l' un des responsable des médias interrogé.

*« La formation des professionnels des médias sur le concept de l'éducation pour tous est très nécessaire dans la mesure où, elle faciliterait le travail des journalistes dans les reportages »<sup>36</sup>*

3) Créer des points focaux de la Coalition BAFASHEBIGE « Education pour tous dans les différents médias.

4) Négocier auprès des responsables des médias, des espaces médiatiques consacrés à la promotion de l'éducation pour tous.

*« Il ne suffit pas de construire des salles de classe pour réaliser l'éducation pour tous. Il faut utiliser les médias pour une meilleure sensibilisation de la population pour les faire sortir de l'ignorance »<sup>37</sup>*

5) Créer un site web où seraient postées les informations relatives à la promotion de l'éducation pour tous ou autres activités de la coalition BAFASHEBIGE. Les informations postées sur ce site web pourraient être relayé par les médias classiques ou sociaux locaux.

6) Créer un bulletin d'information consacré à l'éducation pour tous.

7) sensibilisation des différents intervenant dans le domaine de l'éducation pour tous (autorités scolaires, autorités du ministère en charge de l'éducation, les acteurs de la société civile) non seulement sur la nécessité de multiplier les communications à travers les médias sur la thématique de l'éducation mais aussi d'accepter donner l'information aux journalistes qui les sollicitent.

8) confectionner un répertoire des médias dans le souci de garder le contact régulier et permanent avec les médias.

## **5.2. Les actions qui devraient être mené par les responsables du ministère en charge de l'Education**

**1)** Encourager la Cellule Communication du ministère en charge de la communication à être plus communicative qu'elle ne l'est au jour' hui. C'est à -

---

<sup>36</sup> Propos d'un leader de la société civile

<sup>37</sup> Propos d'un leader de la société civile

dire, ne pas attendre les activités pédagogiques de grande envergure pour s'exprimer devant la presse.

- 2) Encourager les autorités scolaires sur la nécessité de donner aux journalistes l'information sur l'éducation pour tous.

*« Les responsables scolaires à tous les niveaux ne devraient pas avoir peur de parler aux journalistes. Il y va de leur intérêt de parler des défis auxquels leurs établissements sont confrontés. Il faut que tous les intervenants dans le domaine de l'éducation appréhendent la problématique de l'éducation pour tous de la même manière.<sup>38</sup>*

- 3) Contacter les médias pour chaque activité relative à l'éducation pour tous.
- 3) Se doter d'une stratégie de communication sur l'éducation pour tous
- 4) Multiplier des initiatives visant à innover le secteur de l'éducation car les médias sont généralement braqués sur l'actualité.
- 4) considérer les médias comme des partenaires

### **5.3. Les actions qui devraient être mené par les responsables des médias**

1. Faire un suivi régulier des activités qui intéressent l'éducation pour tous

*« Nous demandons aux médias de nous accompagner dans nos activités. Leurs voix portent très loin, nous ne nous pouvons pas réussir la sensibilisation des parents sans l'appui des médias .Ils sont incontournables »<sup>39</sup>*

2. Intégrer la rubrique éducation dans les médias et prendre cette rubrique comme une priorité.

3. Privilégier chaque fois les sujets relatifs à l'éducation pour tous dans la programmation des activités de reportage.

---

<sup>38</sup> Propos d' un leader de la société civile burundaise

<sup>39</sup> Propos d'un leader de la société civile burundaise

4. Spécialiser les journalistes dans le secteur de l'éducation.

*« Nous ne sommes pas du tout content de l'espace qui est réservée à l'éducation dans les médias. Il faudrait peut- être former et sensibiliser les journalistes sur le concept de l'Education pour tous.»<sup>40</sup>*

5. Confectionner un répertoire des acteurs impliqués dans le domaine de l'éducation pour tous.

6. Réduire les tarifs des publireportages pour les activités relatives à l'éducation pour tous

*« Des fois, les médias exigent de l'argent pour assurer la couverture médiatique de nos activités surtout lorsqu' il s'agit des publireportages. Nous leur demandons de faire des réductions des tarifs lors qu'il s'agit des publireportages relatifs à l'éducation pour tous »<sup>41</sup>*

Enfin, nos sujets d'enquêtes demandent aux Organisations internationales engagées dans le domaine de l'éducation pour tous de continuer à appuyer financièrement et techniquement la Société civile burundaise.

---

<sup>40</sup> Propos d' un leader de la société civile

<sup>41</sup> Propos d' un responsable d' une organisation de la société civile

## CONCLUSION GENERALE

La présente étude consistait à :

« Montrer *la place de l'éducation pour tous dans l'espace médiatique burundais* », à « *identifier les causes du faible engouement des médias burundais envers la thématique de l'éducation pour tous* » et à « *proposer des pistes de solutions pour accroître le volume des productions médiatiques relatives à la thématique qui nous intéresse* ».

La Coalition BASHEBIGE éducation pour tous est partie du fait qu'il subsiste des faiblesses dans le Secteur de l'Education malgré les efforts remarquables consentis par le Gouvernement du Burundi, les partenaires du Burundi et les organisations engagées dans le domaine de l'Education pour Tous .

Ces faiblesses constituent véritablement des entraves à la réalisation du droit à l'éducation pour Tous qui est l'objectif ultime visé par la Coalition alors que la thématique de l'éducation semble être à la une de l'actualité dans les médias burundais à l'occasion des activités pédagogiques de grandes envergures.

La Coalition BAFASHEBIGE « Education pour Tous » souhaite donc une forte mobilisation de toutes les composantes sociales pour pouvoir atteindre cet objectif.

Parmi ces composantes sociales figurent les médias qui sont des partenaires clés de la Coalition BAFASHEBIGE depuis sa création en 2004.

L'objectif ultime visé par la coalition BAFASHEBIGE éducation pour tous à travers la présente étude faut-il le rappeler, c'est mettre les médias burundais à profit de l'éducation pour tous.

Concernant la place de « *la thématique de l'éducation pour tous dans les productions médiatiques burundaises* », nous avons pris l'option considérer et à juste titre, les résultats de notre recherche documentaire.

Cette dernière nous a permis de constater que la thématique de l'éducation n'occupe pas la place qu'elle mérite dans les productions médiatiques burundaises.

Les résultats de la présente étude aura permis de savoir que **sur 1245 sujets** qui ont été traités par 9 radios pour échantillon, dans les journaux parlés, ces dernières ont traité seulement **85 sujets en rapport avec l' Education**, soit **6, 82% des thématiques exploitées**.

Par ailleurs, l'étude montre que sur **un total de 452 sujets traités** dans 7 journaux pris pour échantillon, il n'y a que **22 sujets en rapport avec l'Education qui ont été traités** soit **4,86% du total des sujets traités**.

Par contre, l'étude révèle que les médias burundais attachent plus d'importance à l'actualité politique (217 sujets), à l'actualité sécuritaire (130 sujets) et l'actualité en rapport avec la société (107sujets).

Après donc analyse approfondie des données obtenues à partir de notre recherche , nous avons pu constater que la thématique de l'Education non moins importante, ne suscite pas beaucoup d'engouement envers les médias burundais. Ces derniers accordent plus d'importance à l'actualité politique et sécuritaire.

Ce constat nous a donc poussé à chercher les principales entraves à l'engouement des médias burundais envers cette thématique.

Ainsi, à défaut de mener notre recherche sur tous les organes de presse du Burundi , notre choix a finalement porté sur 4 médias à savoir l'Agence Burundaise de Presse (ABP), la radiotélévision nationale , le journal Iwacu et la radio Isanganiro .

Ainsi, notre attention a été focalisée sur les journalistes et les responsables de médias et les leaders des organisations de la Société civile qui militent en faveur de la promotion de l'Education pour tous.

Pour mieux déceler les causes de ce faible engouement des médias burundais envers la thématique qui nous concerne, nous avons formulé trois hypothèses qui étaient ainsi libellées :

1) *Les journalistes burundais, s'intéressent de moins en moins à la thématique de l'Education pour tous » parce qu'ils n'y trouvent pas de compte immédiat.*

2) *Les journalistes des médias burundais ne s'intéressent pas beaucoup à la thématique de l'Education pour Tous car, ils n'ont pas d'informations suffisantes sur le concept de l'éducation pour tous »*

3) *Les journalistes burundais, s'intéressent de moins en moins à la thématique « de l'éducation pour tous » par manque d'interlocuteurs.*

## **A quoi avons- nous abouti ?**

1. La 1<sup>ère</sup> hypothèse selon laquelle : *Les journalistes burundais, s'intéressent de moins en moins à la thématique de l'Education pour tous » parce qu'ils n'y trouvent pas de compte immédiat »* a été infirmée.

En effet, l'écrasante majorité des journalistes interrogés (80 % de nos enquêtés) affirment qu'ils sont intéressés par de la thématique de « l'Education pour tous » alors que 5% de nos répondants affirment qu'ils sont très intéressé par la thématique de l'Education pour tous.

Trois de nos enquêtés seulement soit 15 % disent qu'ils ne sont pas du tout intéressés par de cette thématique.

2. La 2<sup>ème</sup> hypothèse de notre travail de recherche selon laquelle « *Les journalistes des médias burundais ne s'intéressent pas beaucoup à la thématique de l'Education pour Tous car, ils n'ont pas d'informations suffisantes sur le concept de l'éducation pour tous »* a été confirmée.

En effet, l'analyse quantitative des résultats de notre recherche nous a montré que la majorité de nos enquêtés (75 % des personnes interrogées) n'ont pas encore eu la chance de prendre part à des séances de sensibilisation sur l'éducation pour tous alors que 25% de nos sujets affirment qu'ils ont déjà eu la chance de prendre part à des séances de sensibilisation sur l'éducation pour tous.

Par ailleurs, l'écrasante majorité des personnes interrogées (95%) expriment le besoin de prendre part à des séances de sensibilisation sur l'éducation pour Tous.

Par contre, 5% seulement d'entre eux ne sentent pas le besoin de prendre par des séances de sensibilisation sur l'éducation pour tous.

Cette étude nous donc permis de constater que le déficit en formation- sensibilisation des professionnels des médias est une réalité. Une situation qui n'est pas de nature à favoriser l'engouement des médias burundais envers cette thématique.

**Enfin, notre dernière hypothèse de travail selon laquelle « *Les journalistes burundais, s'intéressent de moins en moins à la thématique de l'éducation pour tous par manque d'interlocuteurs.* » a été confirmée.**

En effet, la majorité de nos sujets (75%) ne trouvent pas facilement d'interlocuteurs (détenteurs de l'information) lorsqu'ils traitent les sujets relatifs à l'éducation pour tous. Ces interlocuteurs, faut-il le rappeler, peuvent être des autorités du ministère en charge de

l'éducation des experts en éducation ou des leaders des organisations de la société civile engagées dans le domaine de l'éducation pour tous.

Par contre, l'analyse quantitative des résultats de notre recherche nous ont montré que seulement 25% de nos enquêtés trouvent facilement des interlocuteurs lorsqu'ils traitent les sujets relatifs à l'éducation pour tous.

**Les résultats de la présente étude nous ont permis de découvrir que le manque d'interlocuteurs (Source d'information autorisée) est un problème réel dans le traitement des sujets relatifs à la thématique de l'éducation pour tous dans les médias burundais. Cela constitue une entrave majeure pour l'accroissement du volume des productions médiatiques pour cette thématique.**

Ces deux hypothèses ont été vérifiées à l'aide de deux instruments d'enquête à savoir l'entrevue semi-dirigée et le questionnaire d'enquête.

**L'étude a aussi permis aussi de découvrir que les relations professionnelles entre les professionnels des médias et les autres acteurs impliqués dans la promotion de l'éducation pour tous méritent d'être renforcées car, l'absence de contact entre les deux acteurs qui devraient travailler en synergie constitue une autre entrave à l'émergence de la thématique de l'éducation pour tous dans les médias burundais.**

En bref, le déficit en formation-sensibilisation des professionnels des médias sur le concept de l'éducation pour tous, le manque d'interlocuteurs dans le traitement des sujets relatifs à l'éducation pour tous et l'absence de relations professionnelles solides entre les professionnels des médias et les acteurs impliqués dans la promotion de l'éducation pour tous, sont les principales entraves à l'émergence de la thématique de l'éducation pour tous dans l'espace médiatique burundais.

Les informations recueillies au cours de notre travail de recherche ont été regroupées autour de cinq thèmes à savoir :

- 1) La place de l'éducation dans l'espace médiatique burundais
- 2) Le traitement de la thématique « de l'éducation pour tous » dans les médias burundais
- 3) Déficit de sensibilisation des professionnels des médias sur le concept de l'éducation pour tous

4) La problématique liée à l'accès aux sources d'information autorisées.

5) Les pistes de solution pour susciter davantage l'engouement des médias envers la thématique de l'éducation pour tous

En clair donc , la place de l'éducation pour tous dans les productions médiatiques est désormais connue, les entraves à l'émergence de la thématique de l'éducation pour tous dans les productions médiatiques burundaises ont été dévoilées et les pistes de solutions pour susciter l'intérêt des médias envers la thématiques de l'éducation viennent d'être proposé.

En outre, l'étude a permis la production d'un document qui constitue en quelque sorte un support de plaidoyer pour la prise en compte de la thématique de l'éducation pour tous dans les médias burundais.

Maintenant que les entraves à l'émergence dans les médias de la thématique qui nous intéresse sont connues, il ne reste qu'à les briser pour susciter l'engouement des médias burundais envers cette thématique.

Cet engouement, permettra l'amélioration de l'espace médiatique réservé à l'éducation pour tous au Burundi. Ainsi, les quelques défis qui entravent encore la réalisation du droit à l'éducation trouveront solutions.

En d'autres termes l'accroissement de l'espace médiatique réservé à la thématique de l'éducation pour tous produira **un impact positif** sur la promotion de l'éducation comme le dit Gérard Mermet sociologue suisse qui qualifie notre époque de « *l'ère médiatique* ».

Pour lui, « *la plupart des attitudes et comportements des hommes sont influencés, modifiés, voire provoqués par l'accumulation des informations de toutes sortes ..... Somme toute, les nouvelles de quelques natures que ce soit, jouent toujours un rôle social très important selon les entendements de chaque individu* ». <sup>42</sup>

Il poursuit en disant que :

« *Si pour les uns, l'information renseigne sur les différentes situations, pour les autres elle sécurise, elle les avise à prendre des précautions sur certains faits* ».

---

<sup>42</sup> Gérard Mermet, opcit



## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

### I. Dictionnaires et Encyclopédies

- 1) *Petit Larousse illustré*, 1992.

### II. Ouvrages généraux

- 1) ALBERT P. et LENTEINTURIER, C., *Les médias dans le monde ; Enjeux internationaux et diversités nationales*, Paris, Edition Marketing S.A, 1999.
- 2) FESMNGER, L. et KATZ.D., *Les méthodes de la recherche dans les sciences sociales*, Paris, PUF, T.2.
- 3) MUCCHIELI R., *Le questionnaire dans l'enquête psycho-sociale, connaissance du problème*, Paris, E.S.F., 1973.
- 4) NTAHE G., *Outil pédagogique. Textes juridiques et déontologiques régissant les médias au Burundi*, Bujumbura, Institut Panos Paris, février 2009.
- 5) TSHIONZA, T. G., *Les médias au Zaïre, s'aligner ou se libérer*, Paris, Harmattan, 1996.

### III. Sites Web consultés

- 1) [http://referat.clopotel.ro/Le\\_role\\_des\\_medias\\_dans\\_la\\_societe-12788.html](http://referat.clopotel.ro/Le_role_des_medias_dans_la_societe-12788.html)
- 2) [http://referat.clopotel.ro/Le\\_role\\_des\\_medias\\_dans\\_la\\_societe-12788.html](http://referat.clopotel.ro/Le_role_des_medias_dans_la_societe-12788.html),
- 3). [http://referat.clopotel.ro/Le\\_role\\_des\\_medias\\_dans\\_la\\_societe-12788.html](http://referat.clopotel.ro/Le_role_des_medias_dans_la_societe-12788.html),
- 4)) <http://WWW.memoireonline>
- 5) <http://www.unaf.fr/spip.php?article141>
- 6) [http://www.alterpresse.org/spip.php?article7370#.XP\\_bSjo6-T8](http://www.alterpresse.org/spip.php?article7370#.XP_bSjo6-T8), **Le rôle des médias vis à vis des processus de développement économique et social**
- 7) <https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89ducation>:
- 8) <http://www.unesco.org/new/fr/our-priorities/education-for-all/>
- 9). <http://www.droitsenfant.com> .

#### IV. Documents inédits

- 1) DE SAINT GEORGES, P., Cours inédit, *Sociologie de la communication*, Master complémentaire en journalisme, Université du Burundi, A/A 2010-2011.
- 2) FRERE, M.S., Cours inédit, *Histoire des médias et système politique en Afrique*, Master complémentaire en journalisme, Université du Burundi, A/A 2010-2011.
- 3) Emmanuel MURHULA, cours inédit, journalisme en ligne, Université du Burundi, de master complémentaire en journalisme, AA 2010 /2011

#### V. Mémoires, Textes légaux et autres documents officiels

##### 5.1. Mémoires

- 1) BARAKUKUZA, A., *De la prise en compte de la dimension genre dans les radios privées au Burundi post-conflit : Cas de la Radio Publique Africaine(RPA)*, Bujumbura, juin 2011, Université Lumière de Bujumbura.
- 2) BIGARANYA, S. et NSHIMIRIMANA, S., *La Problématique de l'Harmonisation du devoir d'informer des médias et du droit du public à l'information au Burundi : Cas de la radio nationale et de la RPA*, Bujumbura, 2010, Université du Lac Tanganika.

##### 5.2. Documents légaux

- 1) *Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989.*
- 2) La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
- 3) La Constitution de la République du Burundi promulgué le 7juin 2018
- 4) La loi sur la presse Burundaise de 2018

##### 5.4. Rapports

- 1) Unesco, *Rapport intermédiaire sur les problèmes de la communication dans la société civile, C.C.-78/WS/39.*,
- 2) LDGL, *Etat des Médias dans la Région des Grands Lacs*, Kigali, Imprimerie Prima, décembre 2004.
- 3) Rapport du CNC 3<sup>ème</sup> trimestre 2018- 2019

# **ANNEXES**

**Annexe 1 : Liste des professionnels des médias ayant participé à l'entretien.**

<b>Nom et prénom</b>	<b>Médias d'attache</b>	<b>Fonction</b>
1.Emelyne KAKUNZE	ABP	Journalise
2. Innocent NIYONIZIGIYE	ABP	journaliste
3. Agathonique BARAKUKUZA	ABP	Journaliste
3. Jean de Dieu NZIGAMASABO	ABP	Journaliste
5. Daniel NDIKUMNA	ABP	journaliste
6.Aimé Richard NIYONKURU	Radio Isanganiro	journaliste
7. Elie Nibel NIBIGIRA	Radio Isanganiro	journaliste
8 .Léonce BITARIHO	Radio Isanganiro	journaliste
9. Je Bosco NDUWIMANA	Radio Isangananiro	journaliste
10. Placide NIYOMWUNGERE	Radio Isanganiro	journaliste
11.Fredy NZEYIMNA	RTNB	journaliste
12.Egide MBAZUMUTIMA	RTNB	Journaliste
13.Jean Marie NDARIBAZE	RTNB	journaliste
14. Paul Emile BAKUNDUKIZE	RTNB	journaliste
15. Pasteur NIYOMWUNGERE	RTNB	journaliste
16. Christine KAMIKAZI	Journal IWACU	journaliste
17.Chimène MANIRAKIZA	Journal IWACU	journaliste
18.Lauraine Josiane MANIRASHATSE	Journal IWACU	journaliste
19 .Hervé MUGISHA	Journal IWACU	journaliste
20. Emely KWIZERA	Journal IWACU	journaliste
21. Jean Claude KAVUMBAGU	Net Press	Directeur
22. Prospère NGABIRANO	Radio nationale	Rédacteur en chef
23. Pascal NIYOYANKUZE	Radio Isanganiro	Directeur
24.Espel Joël NGENAKUMANA	ABP	Directeur de l'Information et des Rédactions

**Liste des membres des organisations ayant participé à l'entretien.**

<b>Nom&amp;Prénom</b>	<b>Nom de l'organisation</b>	<b>fonction</b>
1.Victor MUBWIGIRI	AJDHD	Secrétaire Général
2. Cassien GASHIRAHAMWE	APDEI	Président
3. Frédéric NIZIGIYIMANA	CPADIL	Président
4.Japhet Bayori NTUNZWENIMANA	AJMPD	Président

## ANNEXE 2. : Guide d'entretien avec les sujets d'enquête

### 1. Guide d'entretien avec les journalistes

#### 1) Etes- vous intéressé par les sujets relatifs à l'Education pour Tous ?

- Je suis intéressé
- Je ne suis pas du tout intéressé
- Je suis très intéressé

Justifiez votre réponse.....

.....

.....

#### 2) Vous arrive-t-il de traiter de la thématique « Education pour Tous » ?

Jamais.

Souvent

Rarement

Occasionnellement

#### 3) Sentez- vous la nécessité de traiter en priorité les sujets relatifs à l'Education ?

OUI

NON

Justifiez votre réponse .....

.....

#### 4 ) Quelle est la rubrique qui vous intéresse le plus ?

- Bonne Gouvernance

- Environnement

- Education

- Santé

- Politique

Autres

#### 5) Avez- vous déjà eu l'occasion de participer à des séances d'information ou de sensibilisation sur l'Education pour Tous ?

Oui

Non

#### 6) souhaiteriez- vous prendre part à de telles activités un jour ?

Non

Oui

#### 7) Les textes qui garantissent les droits à l'Education pour Tous, vous sont-t-ils connus ?

.....

.....

.....

#### 8) Trouvez- vous facilement d'interlocuteurs lorsque vous avez à traiter des sujets relatifs à l'Education ?

Oui

Non

**9) Avez- vous les coordonnées des organisations de la Société Civile ou des responsables publics qui s’occupent de la promotion de l’Education pour Tous ?**

Non

Oui

**10) avez- vous des difficultés pour pouvoir traiter les sujets relatifs à de reportage relatifs à l’Education pour Tous ?**

- Non

-oui

Lesquelles.....

**11° Avez- vous déjà intégré dans votre organe de presse, la rubrique « Education » ?**

Oui

Non

**12 ° Qu’est ce que vous suggérez pour que la thématique « Education pour Tous » puisse vous intéresser davantage les médias au même titre que d’autres thématiques ?**

.....

.....

.....

**13) Quelles recommandation faites – vous pour que la thématique de l’Education pour Tous soit davantage traités dans les médias plus qu’ elle ne l’est au jour d’hui ?**

1) -A l’endroit des responsables des médias

.....

.....

2) A l’endroit d’autres acteurs impliqués dans la promotion de l’Education pour Tous (Ministère de l’Education et organisations Engagées dans ce domaine)

.....

.....

.....

.....

**4. Annexe 3 : Guide d'entretien avec les acteurs de la Société Civile**

1) Pourquoi à votre avis les médias ne traitent pas souvent les thèmes liés à l'éducation.

.....  
.....

2) Avez- vous des points focaux dans l'un ou l'autre média ?

Oui.

Non .

3) Avez- vous des tranches d'émission avec l'un ou l'autre média

-Oui

-NON

Si c'est non pourquoi ?

.....  
.....

4) Eprouvez- vous des difficultés à accéder aux médias pour plaider pour l'éducation pour Tous les enfants ?

5) Avez- vous des suggestions pour que les productions médiatiques relatives à l'éducation pour Tous soit améliorées ?

a) l'endroit des médias

.....  
.....

b) A l'endroit des responsables du Secteur de l'Education

.....  
.....

**Annexe 4. Guide d’entretien avec les responsables des médias.**

**1)** Comment expliquez- vous le faible engouement des médias burundais envers la thématique « de l’Education » ?

.....  
.....  
.....

**2)** Que faudrait – il faire pour susciter l’engouement des médias envers la thématique de l’éducation pour Tous ? S’intéresser davantage aux questions de l’éducation comme .....

.....  
.....

**3)** Que pensez- vous de ceux qui proposent l’instauration de la rubrique « Education » comme c’est le cas pour d’autres thématiques ?

.....  
.....  
.....

**4)** Eprouvez- vous des difficultés à mettre à l’agenda, les sujets de reportage en rapport avec l’Education pour tous ?

.....  
.....

**5)** Avez- vous des suggestions à faire pour que l’espace médiatique réservée à l’Education pour Tous soit améliorée ?

.....  
.....

a)A l’endroit des organisations qui militent en faveur de la promotion de l’Education pour Tous ?

.....  
.....